E.T. JACKSON & ASSOCIATES LTD.

Un parcours empreint de sens : Apprendre à favoriser à plus grande échelle un changement pour les femmes au moyen du financement climatique du Canada dans les économies en développement

Document de discussion

Edward T. Jackson

Préparé pour la Direction du financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa

26 janvier 2023

Alima pense toujours à sa communauté quand elle savoure du thé rooibos. Assise à la table de sa petite cuisine, le soir après une longue journée de travail en tant que technicienne d'une grande centrale solaire située à proximité, elle s'estime très chanceuse. Elle aime son travail. Le salaire est bon et ses horaires sont prévisibles. Alima et son mari, Suleman, utilisent ses revenus pour payer les frais de scolarité de leurs deux filles, les frais de santé de toute la famille et les matériaux de construction d'un nouveau stand de produits frais situé près de leur maison, que les deux parents gèrent à tour de rôle. Avec leur ferme maraîchère et le travail de Suleman en tant qu'administrateur du gouvernement, leur ménage dispose désormais de plusieurs sources de revenus qui devraient l'aider à faire face aux chocs futurs, de l'inflation aux inondations.

Mais qu'en est-il des autres? En tant que bénévole, Alima copréside un comité local de femmes qui négocie avec la compagnie d'électricité, son employeur, un meilleur accès à l'électricité à un prix abordable pour tous les ménages du district. La compagnie envoie son électricité au réseau national d'énergie, mais n'a pas fait grand-chose directement pour son village. Le chef et le conseil soutiennent le comité des femmes, qui cherche aussi à recueillir des fonds pour un programme de bourses d'études destiné à soutenir les jeunes femmes de la région qui étudient dans les domaines des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques. Pourtant, certains de ses voisins masculins s'opposent à cette dernière proposition. Alima se rend compte que le comité doit être fort et bien organisé pour maintenir la pression nécessaire à la réalisation de ses objectifs. La prochaine réunion du comité a lieu dans quelques jours et l'ordre du jour sera chargé. Elle prend son téléphone et commence à rédiger un message à l'intention des membres du comité[1]*.*

[1] Ce scénario fictif, basé sur un amalgame de cas concrets, se déroule dans un pays en développement sans nom; au-delà du fait qu'une femme obtienne un bon emploi, qui profite à son ménage de manière concrète, il faut aussi que les autres femmes de sa communauté tirent également des avantages tangibles de la centrale solaire; ici, le personnage principal essaie d'utiliser sa position relativement privilégiée pour favoriser un changement qui bénéficiera à tous et à toutes.

Table des matières

Résumé ..... **iv**

Acronymes ..... **ix**

1. Introduction **1**

2. Contexte **1**

3. Objectifs **2**

4. Définitions **2**

5. Questions clés **2**

6. Méthodologie **3**

7. Constatations **9**

8. Stratégies **22**

9. Autres questions **34**

10. Recommandations **37**

11. Conclusion **42**

Lectures complémentaires **45**

Annexes

Annexe A : Définitions **45**

Annexe B : Documents consultés **45**

Annexe C : Personnes consultées **45**

Annexe D : Enchainement des mesures à prendre **52**

Remerciements **5445**

L'auteur **55**

Résumé

1. **Introduction :** Ce rapport résume les constatations et les recommandations issues d'une évaluation des apprentissages liés à l'égalité des genres tirés du portefeuille de financement climatique du Canada, qui a été réalisée pour la Direction du financement climatique d'Affaires mondiales Canada (AMC) d'avril à septembre 2022. Les données ont été recueillies pour cette étude par le biais d'un examen approfondi de la documentation et de la littérature; de l'analyse d'un échantillon[2] d'environ 3,4 milliards de dollars de contributions à remboursement non conditionnel (CRNC) placées sous forme de prêts à long terme à des conditions de faveur auprès de banques multilatérales de développement (BMD) et de fonds multilatéraux (FM), d'entrevues avec près de 40 gestionnaires et spécialistes d'AMC et leurs homologues des BMD et des FM partenaires; de la préparation de 12 profils de cas de projets novateurs sur le plan de l'égalité des genres; et de l'observation des participants à la réunion annuelle d'examen du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie de la Banque asiatique de développement, un partenaire clé du portefeuille.
2. **Contexte :** Guidé par sa Politique d'aide internationale féministe (PAIF), le Canada déploie des efforts ambitieux pour faire en sorte que le financement climatique soit réellement porteur d'un changement pour les femmes dans les pays à faible revenu. En 2021, le Canada s'est fixé les objectifs suivants : « Doubler les engagements du Canada en matière de financement climatique pour les porter à 5,3 milliards de dollars au cours de la période de 2021 à 2026, en utilisant une combinaison de 40 % de subventions et de 60 % de CRNC» et veiller à ce qu'« au moins 80 % des projets intègrent des considérations liées à l'égalité des genres, conformément à la PAIF », ce qui comprend une démarche ciblée pour encourager expressément les projets ayant pour but de « faire progresser l'action climatique de nature féministe qui soutient les plus pauvres et les plus vulnérables ». La figure R1 décrit le modèle logique (ou théorie du changement) de ce plan qui vise à ce que le portefeuille, grâce au financement de projets climatiques, donne lieu à une gouvernance, à des systèmes agricoles et alimentaires, à une énergie propre et à une efficacité énergétique, ainsi qu'à des solutions fondées sur la nature qui favorisent l'égalité des genres.

[2] Cet échantillon est composé de projets sélectionnés aux fins de cette évaluation; il ne représente pas l'ensemble du portefeuille de financement climatique du Canada

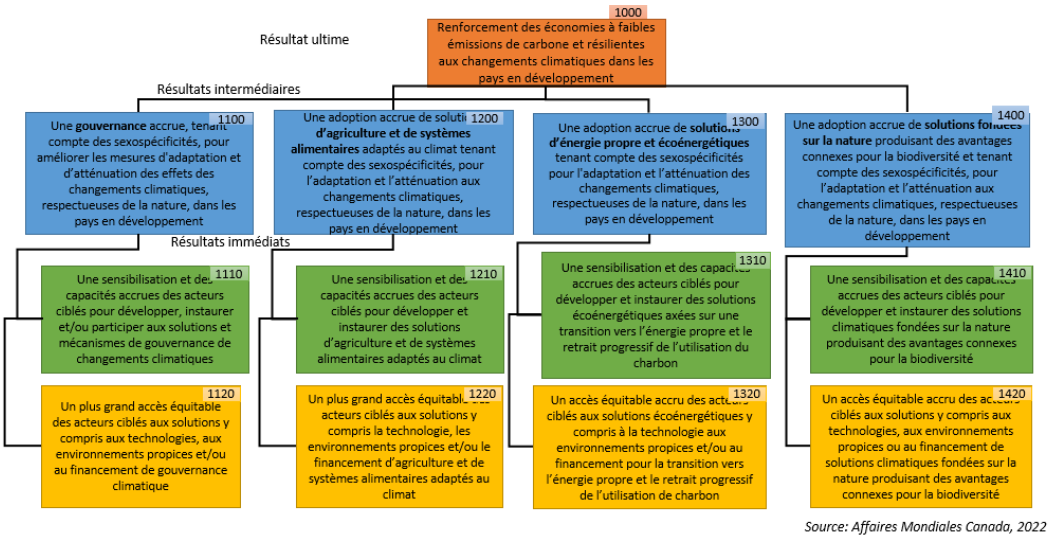


Figure R1 – Modèle logique du Programme de financement climatique du Canada

3. **Constatations :** Les 12 constatations suivantes ont été tirées de l'évaluation de la dimension de genre du portefeuille de financement climatique :
   1) AMC est en train de constituer un portefeuille substantiel de financement climatique novateur, qu'il est en bonne voie de porter à 5,3 milliards de dollars d'ici 2026[3].
   2) La durée typique d'un prêt dans le portefeuille de CRNC est d'environ 25 ans.
   3) L'utilisation des CRNC par le Canada pour le financement climatique augmente en nombre et en taille.
   4) Les partenaires du Canada en matière de financement climatique ont fait leurs preuves et sont diversifiés.
   5) En tant qu'instruments de financement, les CRNC présentent des atouts importants, mais aussi certains défis.
   6) Le parcours du Canada vers un financement climatique porteur de transformation pour les femmes est sur la bonne voie.
   7) Pour que ce parcours soit couronné de succès, il faut toutefois résoudre une série de difficultés majeures.
   8) Tous les fonds et programmes partenaires doivent accroître la proportion de projets dans leurs portefeuilles qui obtiennent la notation la plus élevée en matière d'égalité des genres.
   9) Malgré la faible proportion de projets qui obtiennent actuellement la notation la plus élevée en matière d'égalité des genres, il existe des possibilités d'élargir, d'approfondir, de reproduire et d'appliquer à plus grande échelle des résultats importants obtenus pour les femmes, au sein des institutions, fonds et programmes partenaires et entre ceux-ci.
   10) Les activités d'innovation en matière d'égalité des genres sont concentrées au début du cycle de fonctionnement des BMD et des FM.

[3] L'engagement de 2021 vise à ce que 60 %, soit environ 3,2 milliards de dollars, des 5,3 milliards de dollars soient versés sous forme de CRNC et 40 %, soit 2,1 milliards de dollars, sous forme de subventions; en fait, si la nouvelle cible est atteinte, entre 2010 et 2026, les contributions cumulées d'AMC au financement climatique s'élèveront à environ 9 milliards de dollars.

11) Les partenaires visent à faire progresser l'égalité des genres à partir de différents points dans les entreprises, incluant le conseil d'administration, la direction, le personnel, les fournisseurs et les clients.
12) Il pourrait être possible d'améliorer les résultats en matière d'égalité des genres en facilitant activement l'échange de connaissances entre les entreprises qui obtiennent d'excellents résultats pour le climat ainsi que pour les femmes.

4. **Stratégies permettant de favoriser à plus grande échelle un changement pour les femmes :** Malgré les barrières considérables à abolir pour pouvoir optimiser les gains des femmes dans le financement climatique, en particulier les normes patriarcales qui entraînent leur exclusion et de la discrimination à leur endroit, le portefeuille du Canada témoigne d'une innovation croissante en ce qui concerne le lien entre le climat et les femmes. Cet examen a permis de cerner 10 stratégies permettant de réaliser des changements importants pour les femmes : pour les organisations de femmes, les communautés et les ménages, une participation locale authentique et l'accès à des services abordables; pour les sociétés ou institutions emprunteuses, des mesures incitatives liées au rendement en matière d'égalité des genres, des programmes d'emploi et de formation ciblés, des politiques d'approvisionnement et des politiques et pratiques organisationnelles; et pour les institutions de prêt, des politiques approuvées par le conseil d'administration, des fonds d'investissement ciblés, des équipes intégrées en matière de financement et d'égalité des genres, ainsi que des mécanismes d'assistance technique au niveau méso.

Segment 1 – En aval : *organisations de femmes, communautés, ménages*	
1) Participation locale authentique	2) Accès à des services abordables
Segment 2 – Intermédiaire : *société ou institution emprunteuse*	
3) Incitatifs au rendement liés à l'égalité des genres	5) Politiques de passation de marchés
4) Programmes d'emploi et de formation ciblés	6) Politiques et pratiques organisationnelles
Segment 3 – Début / en amont : *institutions prêteuses*	
7) Politiques et pratiques approuvées par le CA	9) Équipes intégrées investissement / genre
8) Fonds d'investissement climatique ciblant les femmes	10) Mécanismes d'assistance technique (méso)

Figure R2 – Stratégies pour élargir et approfondir les changements au bénéfice des femmes dans le financement climatique

5. **Stratégies pour mobiliser des investissements privés** : Il demeure difficile pour les gouvernements, les banques de développement et les organisations philanthropiques de mobiliser des capitaux privés importants à l'appui du développement durable. La communauté internationale continue d'apprendre à le faire dans les domaines de la finance durable, du financement mixte et de l'investissement à retombées sociales. Le portefeuille de financement climatique du Canada comprend un sous-ensemble de projets novateurs qui montrent trois moyens de mobiliser les investissements du secteur privé pour réaliser des initiatives liées au climat dans les économies en développement : co-investissement, réduction des risques et émission d'obligations de sociétés.
6. **Recommandations** : Compte tenu des constatations dont il est fait état ici, il est recommandé que la Direction du financement climatique d'AMC et ses alliés au sein du Ministère et des organismes de

prêt partenaires prennent les 10 mesures suivantes pour accélérer, approfondir et élargir les changements importants pour les femmes dans le contexte du portefeuille de financement climatique du Canada :

1) Établir une feuille de route détaillée pour atteindre la cible de 80 % de projets visant à favoriser l'égalité des genres dans l'ensemble du portefeuille.
2) Utiliser en tout temps l'ensemble des leviers pour accélérer, élargir et approfondir les changements pour les femmes (voir la figure R3).
3) Accroître le recours aux mesures incitatives liées au rendement en matière d'égalité des genres.
4) Dynamiser l'apprentissage interentreprises et diffuser l'innovation.
5) Soutenir les subventions d'assistance technique à plusieurs niveaux.
6) Charger des experts indépendants du contrôle des résultats sur le terrain.
7) Mobiliser davantage les investissements privés.
8) Créer l'« université de l'égalité des genres et du financement climatique » pour entretenir et actualiser les connaissances à travers plusieurs cohortes d'employés au cours des 25 prochaines années.
9) Partager avec les alliés les connaissances acquises par le Canada à titre de chef de file en matière d'égalité des genres et de financement climatique.
10) Communiquer en permanence avec les Canadiens.

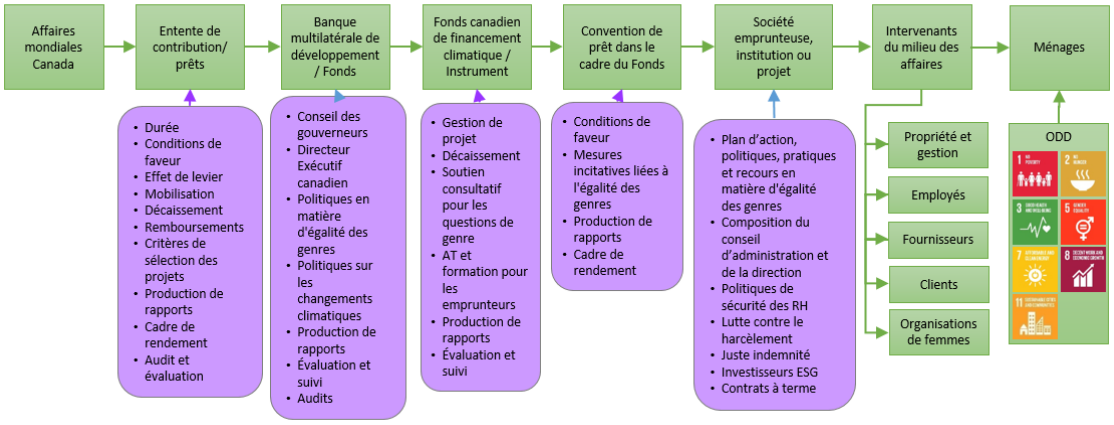


Figure R3 – Points dans la chaîne d'investissement du financement climatique où il est possible d'exercer une influence en matière d'égalité des genres

7. **Conclusion :** Le Canada s'est engagé dans un plan ambitieux visant à faire en sorte que tous ses investissements pour le climat favorisent davantage l'égalité des genres, tout en augmentant la taille de son portefeuille de financement climatique à 5,3 milliards de dollars de 2021 à 2026. Au-delà de cet objectif, il cherche à augmenter la proportion de ses projets liés au climat qui seront porteurs d'une transformation pour les femmes, afin de faire progresser l'action climatique de nature féministe qui soutient les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays en développement. Le principal instrument utilisé pour constituer ce portefeuille demeure la contribution à remboursement non conditionnel, qui a permis de financer des prêts à long terme à des BMD et à des fonds multilatéraux partenaires, la plupart d'une durée d'environ 25 ans. En ce

sens, le financement climatique s'inscrit dans une perspective à long terme, mais il doit néanmoins répondre efficacement et rapidement, dans des cycles plus courts, à l'urgence climatique à laquelle le monde est confronté chaque jour.

Cette évaluation a confirmé que le Canada est sur la bonne voie dans son parcours vers un plus gros portefeuille de financement climatique qui contribue davantage à favoriser l'égalité des genres. Cependant, pour vraiment réussir – et atteindre la destination finale que le Canada s'est fixée – la Direction du financement climatique du Canada et ses pairs et alliés à l'intérieur et à l'extérieur d'AMC doivent prendre le contrôle de ce processus d'une manière très réfléchie afin de produire plus largement des changements importants pour les femmes, à tous les niveaux : pour les organisations de femmes, les communautés et les ménages, ainsi que pour les sociétés emprunteuses et pour les institutions de prêt. Ce groupe de défenseurs doit apprendre à utiliser en tout temps tous les leviers d'influence à leur disposition. Il doit également trouver des moyens efficaces d'actualiser et de transmettre les connaissances essentielles au succès à travers plusieurs cohortes d'employés d'AMC et de ses partenaires au cours du prochain quart de siècle et au-delà. Il s'agira là d'un travail exigeant, mais ce cheminement en vaudra vraiment la peine.

Acronymes

AMC	Affaires mondiales Canada
BAfD	Banque africaine de développement
BAD	Banque asiatique de développement
BID	Banque interaméricaine de développement
BM	Banque mondiale
BMD	Banque multilatérale de développement
C2F	Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques (BID)
CAD	Dollar canadien
CRC	Contribution à remboursement conditionnel
CRNC	Contribution à remboursement non conditionnel
EDT	Énoncé des travaux
EG	Égalité des genres
ESG	Facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance
FCCSP	Fonds climatique canadien pour le secteur privé
FIC	Fonds d'investissement climatique (Banque mondiale)
FISA	Fonds international de développement agricole
FM	Fonds multilatéral
FVC	Fonds vert pour le climat
GES	Gaz à effet de serre
IEG	Investissements axés sur l'égalité des genres
IFD	Institution de financement du développement
IFI	Institution financière internationale
MNT	Tugrik de Mongolie
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	Objectif de développement durable
PAIF	Politique d'aide internationale féministe (AMC)
PIAI	Programme d'innovation en aide internationale (AMC)
PME	Petites et moyennes entreprises
SFI	Société financière internationale
STEM	Sciences, technologie, génie et médecine
TdC	Théorie du changement
USD	Dollar américain

1. Introduction

Ce rapport résume les constatations et les recommandations issues d'une évaluation des apprentissages liés à l'égalité des genres tirés du portefeuille de financement climatique du Canada, qui a été réalisée pour Affaires mondiales Canada (AMC) d'avril à septembre 2022. Le rapport est divisé en plusieurs sections : contexte, objectifs de l'évaluation, définitions, questions clés liées à l'apprentissage, méthodologie, constatations, stratégies, recommandations et conclusions. Les annexes fournissent des informations supplémentaires sur la terminologie, les documents examinés, les personnes consultées et l'enchainement de la mise en œuvre des mesures recommandées.

2. Contexte

Selon l'énoncé des travaux (EDT) pour cette mission : « Lors du sommet du G7 en juin 2021, le Canada a annoncé qu'il doublerait son engagement en matière de financement climatique pour atteindre 5,3 milliards de dollars au cours des cinq prochaines années (de 2021 à 2026). Il s'agit notamment d'augmenter la proportion de subventions à 40 %, contre 30 % précédemment (les 60 % restants étant des contributions remboursables sans condition); d'engager 40 % du financement dans des projets d'adaptation; au moins 20 % dans des solutions fondées sur la nature et des projets présentant des avantages connexes pour la biodiversité; et de veiller à ce qu'au moins 80 % des projets intègrent des considérations liées à l'égalité des genres, conformément à la PAIF. En plus de l'intégration des considérations liées au genre dans tous les projets, il est également prévu qu'une approche ciblant l'égalité des genres encourage expressément les projets qui viennent "faire progresser l'action climatique de nature féministe qui soutient les plus pauvres et les plus vulnérables". »

> L'EDT indique en outre que : *« Pour démarrer ce nouvel engagement sur une base solide, et pour s'appuyer sur les réalisations des engagements précédents, une évaluation exhaustive de l'apprentissage est demandée pour saisir les succès et les leçons apprises concernant l'intégration de l'égalité des genres dans le financement climatique remboursable du Canada, qui est la principale modalité de financement à ce jour. Cela aidera le programme à faire le point sur ce qui a fonctionné et ce qui n'a pas fonctionné, afin de mieux augmenter le degré d'ambition en matière d'égalité des genres dans le nouvel engagement. »*

Le Canada a constitué son portefeuille de financement climatique principalement de contributions remboursables sans condition (CRNC), prenant la forme de prêts à long terme assortis de conditions de faveur, accordés aux principaux fonds et banques multilatérales de développement, dont la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque asiatique de développement (BAD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Société financière internationale (SFI) et la Banque mondiale (BM), le Fonds d'investissement climatique, le Fonds vert pour le climat (FVC) et le Fonds international de développement agricole.

3. Objectifs

L'évaluation de l'apprentissage avait deux objectifs :

1) Examiner le rendement des contributions remboursables sans condition (CRNC) du portefeuille et des subventions connexes (le cas échéant), en ce qui concerne l'égalité des genres, et **cerner les possibilités et les difficultés** qui aideront à éclairer la programmation future sur l'utilisation de ces mécanismes financiers.
2) À mesure que les ressources privées et celles accordées à des conditions de faveur augmenteront dans ce domaine, faire valoir et **connaître les expériences du Canada** à d'autres acteurs du financement climatique, en particulier par un « examen approfondi de l'efficacité de la programmation en matière d'égalité des genres en utilisant une combinaison de mécanismes financiers ».

4. Définitions

Deux concepts étaient au cœur de cette mission : premièrement, la **contribution remboursable sans condition** (CRNC), qui est définie par AMC comme suit : « un instrument de financement novateur qui s'apparente à des prêts soumis à des conditions de faveur ». Les CRNC sont des contributions qui doivent être remboursées selon les modalités précises de remboursement négociées avec le partenaire et sont utilisées pour encourager les investissements indispensables du secteur privé dans des activités à faibles émissions, principalement dans les pays à revenu moyen et à revenu moyen de la tranche inférieure.

Le deuxième concept clé de cette évaluation est le **changement porteur de transformation pour les femmes**. Comme le dit AMC : « Pour définir le changement porteur de transformation pour les femmes, nous utilisons une approche féministe décrite dans la PAIF. L'approche consiste à s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les genres, notamment en transformant les relations de pouvoir, les normes sociales, les lois et les pratiques discriminatoires, en veillant à ce que les structures et les processus de gouvernance soient inclusifs et participatifs, et en recherchant les points de vue et le leadership des personnes les plus touchées par les changements climatiques ».

D'autres termes pertinents pour cette mission sont définis à l'annexe A.

5. Questions clés

Les questions clés (chacune avec des sous-questions plus spécifiques) explorées pendant l'évaluation sont les suivantes :

1) Quelles sont les **voies ou stratégies** permettant d'obtenir un effet porteur de transformation pour les femmes grâce à l'utilisation du financement à des conditions de faveur dans le domaine du financement climatique?
2) Comment les CRNC peuvent-elles être utilisées pour **encourager les investissements financiers privés** dans les programmes porteurs de transformation pour les femmes? Quelles sont les options d'**investissement ou de financement** possibles par rapport à l'ensemble des risques d'investissement ou des voies porteuses de transformation pour les femmes?
3) Quels résultats ont été obtenus à ce jour en matière d'égalité des genres grâce à l'utilisation des CRNC? De quelle façon ces changements peuvent-ils être **plus porteurs de transformation pour les femmes**?
4) Quels types de conceptions de projets de CRNC ont conduit à des effets durables, concrets et à long terme sur l'égalité des genres?

La section suivante, consacrée à la méthodologie, fournit plus de détails sur les sources de données et les outils d'analyse qui ont été utilisés pour répondre à ces questions et aux sous-questions qui s'y rattachent.

6. Méthodologie

6.1. Démarche

Dans l'ensemble, la démarche suivie dans le cadre de cette évaluation était à la fois **axée sur l'apprentissage et les résultats**, et se concentrait sur les questions stratégiques et opérationnelles. En s'appuyant sur une analyse de la **théorie du changement**, une analyse de la **contribution** et une analyse comparative en matière **d'égalité des genres**, l'expert-conseil a réalisé la mission **en utilisant des méthodes qualitatives mixtes**, avec des **consultations approfondies avec les intervenants** au sein d'AMC et dans les institutions bénéficiaires de CRNC, ainsi que dans le domaine plus large de la finance durable et de l'égalité des genres.

6.2. Collecte des données

Cinq principales méthodes de collecte de données ont été utilisées dans cette mission : l'examen des documents, l'analyse du portefeuille, des entretiens avec des personnes clés, des profils de cas et l'observation des participants. Cette combinaison de méthodes qualitatives a permis de trianguler et de recouper les données collectées, de déterminer l'exactitude et la crédibilité des réponses des personnes interrogées et d'atténuer les effets possibles des biais de sélection et de réponse.

1) **Examen des documents** relatifs au financement climatique d'AMC et d'autres rapports, dossiers et sites Web pertinents sur les politiques, les projets et les sous-projets, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Ministère. L'annexe B présente une liste de travail des documents examinés.
2) Analyse détaillée des **projets du portefeuille** d'un échantillon de près de 3,4 milliards de dollars du CRNC, y compris les accords de prêt et de contribution avec la BAfD, la BAD, la BID, le FIDA, la SFI, le FIC et le FVC. Parmi les autres facteurs examinés figurent la durée, les dispositions de financement à

des conditions de faveur, le calendrier des décaissements, la politique sur le remboursement et les critères de sélection de chaque projet de CRNC du portefeuille d'AMC.

3) Entretiens individuels avec près de 40 **personnes clés** supervisant et gérant les CRNC au sein d'AMC, des organismes partenaires de mise en œuvre, des sociétés emprunteuses ainsi que des experts internationaux en matière de financement climatique et de genre. L'annexe C est une liste des personnes consultées pour l'étude. L'évaluation a utilisé un guide d'entrevue général à partir duquel 7 à 10 questions ont été tirées et adaptées au rôle, aux intérêts et à l'expérience de chaque personne ou groupe de personnes interrogées[4].
4) Douze **profils de cas** ont été préparés pour des projets ou des prêts subsidiaires, qui fournissent des idées et des leçons utiles pour renforcer le financement climatique du Canada afin de produire un changement porteur de transformation pour les femmes. Le tableau 1 énumère les projets pour lesquels des profils de cas ont été préparés.

Tableau 1 – Projets ayant fait l'objet de profils de cas

Fonds	Organisme de mise en œuvre partenaire	Projet/prêt subsidiaire
Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie	Banque asiatique de développement	• Énergie renouvelable dans l'est de l'Indonésie II • Logements écologiques pour les femmes, IIFL, Inde • Projet hydroélectrique d'Upper Trishuli, Népal, avec la Société financière internationale
Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques	Banque interaméricaine de développement	• Cellule solaire biface de New Juazeiro, Brésil • Cellule solaire biface de Casablanca, Brésil • Green Park Free Zone (parc industriel écologique en zone franche), Costa Rica • Parc éolien de la Castellana, Argentine
Programme général	Fonds vert pour le climat	• XacBank, Mongolie
Programme général	Fonds international de développement agricole	• Montagne Taza – Projet de développement rural intégré, Maroc • Projet d'entreprises agroalimentaires et de résilience des petits exploitants, Sri Lanka • Projet de développement durable en zone semi-aride, État de Bahia, Brésil
Portefeuille d'investissement	FinDev Canada	• Fonds ÉcoEnterprises III, Amérique latine

5) **Observation des participants** à la réunion annuelle d'examen en juin 2022 de la phase II du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie de la Banque asiatique de développement.

[4] Ce protocole général d'entrevue peut être obtenu sur demande auprès de l'auteur

6.3. Analyse des données

L'analyse des données s'est appuyée sur une série de **cadres ou d'outils analytique** : les définitions des CRNC et du changement porteur de transformation pour les femmes; les questions clés de l'évaluation; la théorie du changement; l'analyse de la contribution; la chaine d'investissement pour les CRNC; l'analyse comparative en matière d'égalité des genres; les échelles de notation des projets axés sur l'égalité des genres; et les indicateurs de rendement liés à l'égalité des genres dans le financement climatique.

Questions clés : Le tableau 2 relie les sources de données et les outils d'analyse pertinents pour chaque question et sous-question examinée au cours de l'évaluation.

Tableau 2 – Grille de collecte et d'analyse des données pour les questions liées à l'apprentissage

	Questions d'apprentissage	Examen des documents	Analyse du portefeuille	Entretiens avec les personnes clés	Profils de cas	Observation des participants	Analyse de la théorie du changement	Analyse de contributions	Optimisation des ressources	Webinaire
1	**Parcours vers le changement porteur de transformation pour les femmes**	X	X	X	X	X	X	X	X	X
1.1	*Formes de programmation*									
1.2	*Mobilisation des intervenants et des partenaires*									
2	**Incitatif à l'investissement privé**	X	X	X	X	X			X	
2.1	*Conditions requises*									
2.2	*Processus des partenaires*									
2.3	*Assistance technique et incitatifs*									
2.4	*Niveau de financement à des conditions de faveur*									
2.5	*CRNC par rapport aux CRC*									
3	**Résultats obtenus à ce jour**	X	X	X	X	X	X	X	X	X
3.1	*La performance relative du Canada*									
3.2	*Pourquoi l'égalité des genres n'a pas été prise en compte?*									
3.3	*Incidence croissante*									
3.4	*Effets de niveau supérieur*									
3.5	*Conseils aux partenaires*									
3.6	*Apprentissage du secteur privé*									
4	**Optimisation de la conception des sous-projets en fonction du genre**	X	X	X	X	X				X
4.1	*Maintien des résultats*									
4.2	*Changements de partenaires*									
5	**Reproductibilité/mise à l'échelle**	X	X	X	X	X				X
5.1	*Stratégies d'élargissement et de reproduction*									
5,2	*Obstacles à l'élargissement et à la reproduction*									
5.3	*Orientations pour le Canada*									

Parmi les questions étudiées dans l'évaluation figure celle de savoir si et dans quelle mesure les BMD/IFI (banques multilatérales de développement/institutions financières internationales) ont besoin des fonds des donateurs pour obtenir des résultats importants pour les femmes, puisque l'intégration de la dimension de genre semble faire partie de leurs activités principales. Une autre tâche consistait à comprendre les avantages et les inconvénients comparatifs du recours aux organisations de la société civile ou au secteur privé par AMC par rapport aux BMD/IFI pour un financement climatique porteur de transformation pour les femmes.

Théorie du changement : Au niveau de la théorie du changement pour le portefeuille global de financement climatique de 5,3 milliards de dollars d'AMC, le modèle logique du Ministère (voir la figure 1) a été le principal point de référence. Même si la quasi-totalité des CRNC individuelles

examinées aux fins de l'évaluation étaient en place avant l'adoption de ce modèle logique, cette nouvelle théorie du changement constitue le cadre d'AMC pour l'avenir. Pour les CRNC individuelles examinées ici, la théorie du changement pertinente est inscrite dans les priorités, les modalités et les critères de sélection des projets ou des prêts subsidiaires du fonds ou mécanisme spécialisé mis en place par chaque organisme de mise en œuvre ou, en l'absence de tels mécanismes, dans le programme général de l'institution. Les leçons et les idées tirées des projets et des prêts subsidiaires de ces CRNC ont été examinées par rapport au nouveau modèle logique afin d'éclairer les actions futures.

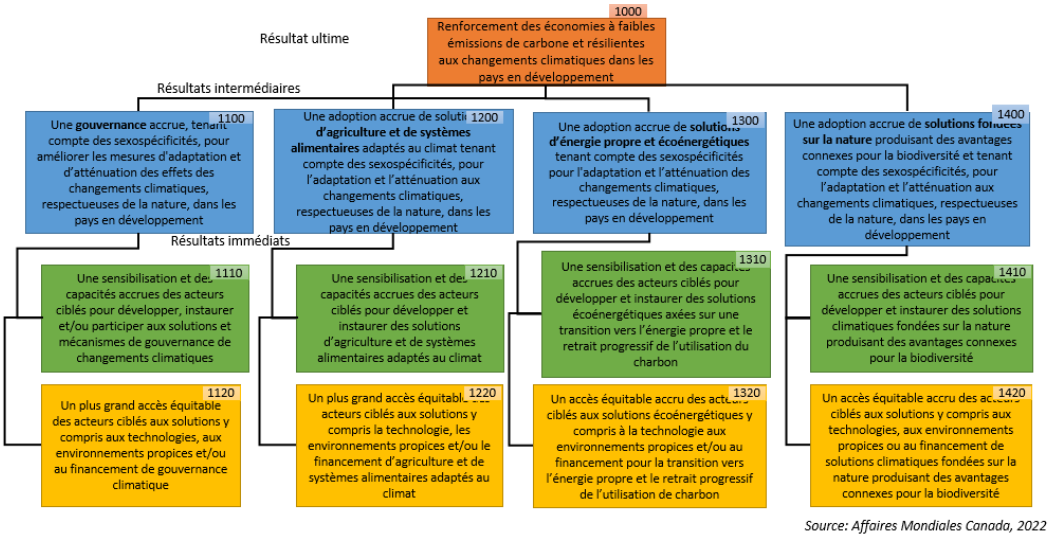
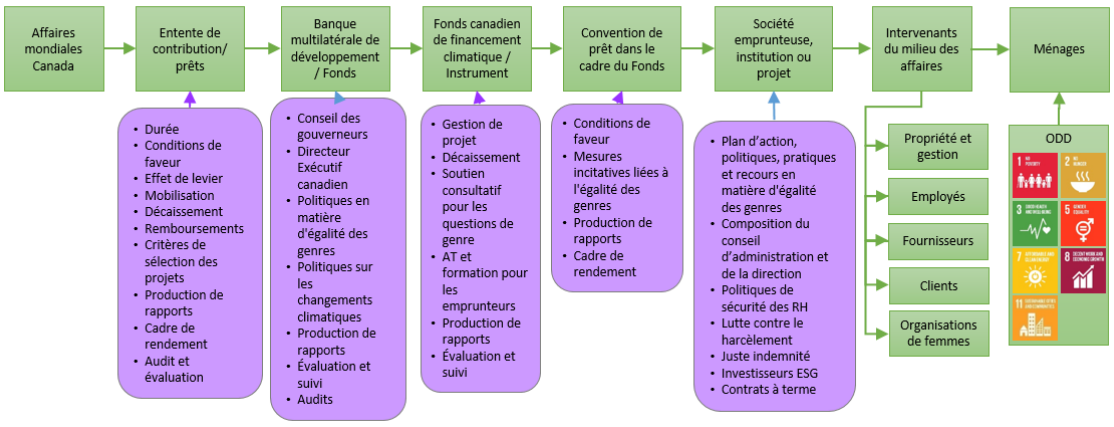
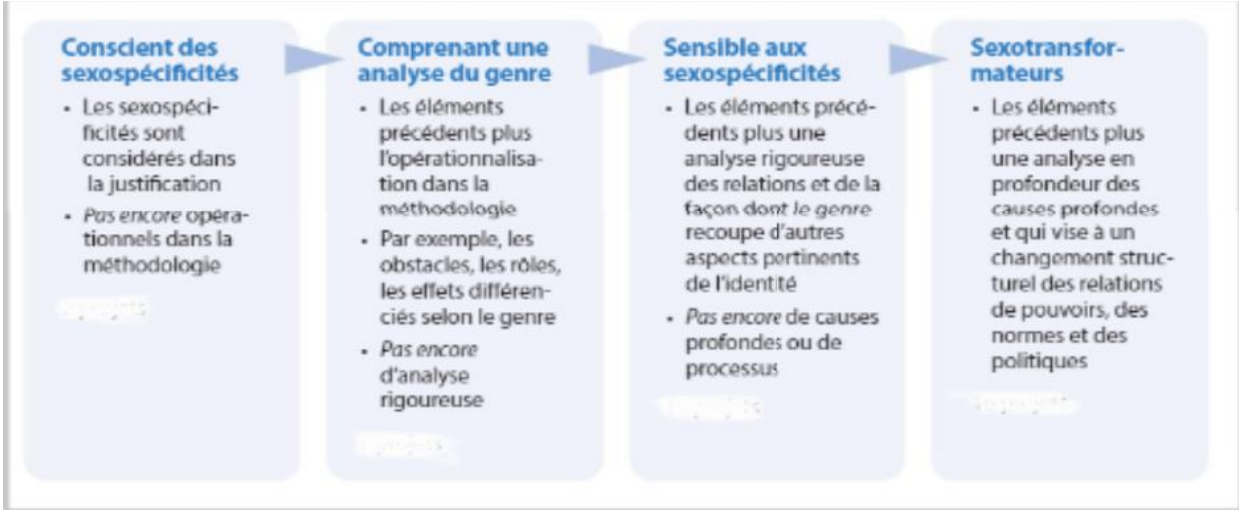


Figure 1 – Modèle logique du Programme de financement climatique du Canada



Chaine d'investissement pour les CRNC : En ce qui concerne la chaine d'investissement pour les CRNC, l'évaluation a accordé une attention particulière aux points où une influence peut être exercée le long de la chaine afin d'accroitre l'importance et l'échelle des résultats en matière d'égalité des genres, afin de favoriser un changement porteur de transformation pour les femmes. La figure 2 décrit différents types de résultats le long de la chaine d'investissement et cerne les points clés ou leviers d'influence. Cet outil a été communiqué aux personnes interrogées.

Figure 2 – Points dans la chaine d'investissement du financement climatique où il est possible d'exercer une influence en matière d'égalité des genres



Source : Centre de recherches pour le développement international, 2019

L'évaluation a également tenu compte des différences dans la classification des sous-projets. La figure 3 montre quatre classifications de projets de recherche, élaborées par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. Pour le CRDI, le changement porteur de transformation pour les femmes « est le processus qui consiste à aborder les dimensions du pouvoir afin de transformer les relations de pouvoir inégales », en se concentrant « sur les structures qui perpétuent et normalisent les modèles inégaux entre les femmes et les hommes ». Il implique également la prise en compte de différents facteurs d'identité, puisque l'origine ethnique, l'âge, la caste et les valeurs locales ont une incidence sur les inégalités entre les genres et la façon dont l'appartenance à un genre est vécue[5]. Cette classification, le système de codage d'AMC et les mesures de codage de l'OCDE et de la BAD ont été utilisés pour analyser le travail en matière d'égalité des genres réalisé dans le cadre des sous-projets examinés ici.

Figure 3 – Système de notation liée à l'égalité des genres pour les projets de recherche axés sur ce thème

Enfin, une attention particulière a été accordée dans l'évaluation aux critères de mesure des incidences, qui concordent avec ceux du groupe de travail sur le climat 2X, un partenariat réunissant des institutions

[5] Centre de recherches pour le développement international, *Transforming Gender Relations : Insights from IDRC's Research*, Ottawa, 2019.

de financement du développement et des bâtisseurs d'écosystèmes. Le tableau 3 énumère les principaux indicateurs de rendement du groupe de travail pour l'énergie durable, l'un des principaux secteurs ciblés par la plupart des CRNC.

Tableau 3 – Indicateurs de résultats du groupe de travail sur le financement du climat 2X pour les projets d'énergie durable

Critères		Indicateurs de rendement clés
Critères directs		
1	Entrepreneuriat	• Entreprises appartenant à des femmes ou fondées par des femmes dans le domaine de l'énergie durable (p. ex. énergies renouvelables en réseau et hors réseau, efficacité énergétique)
2	Leadership	• Part des femmes dans la haute direction ou le conseil d'administration dans les entreprises d'énergie durable ou dans les fonds
3	Autonomisation	• Part des femmes dans la main-d'œuvre accédant à des emplois verts dans les domaines de l'énergie durable • Programmes d'accès à l'emploi et d'amélioration des avantages de l'emploi dans le domaine de l'énergie durable (p. ex. recrutement tenant compte de l'égalité des genres, travail flexible, encouragement du congé de paternité)
4	Consommation	• Les femmes consommatrices de produits domestiques à paiement échelonné
Critères indirects		
5	Investissements par le biais d'intermédiaires financiers	• *Mécanismes de prêt* : % de fonds de prêt des institutions de financement du développement aux entreprises d'énergie durable qui remplissent les critères directs de 2X • *Fonds* : % des entreprises du portefeuille qui sont dans le secteur de l'énergie durable et qui remplissent les critères directs de 2X

Source : Groupe de travail sur le financement du climat 2X, 2021

7. Constatations

Affaires mondiales Canada gère un portefeuille important et croissant de prêts à long terme avec des banques multilatérales de développement et des fonds multilatéraux visant à lutter contre les changements climatiques dans les pays en développement grâce à l'énergie renouvelable, en particulier l'énergie solaire et éolienne, à la foresterie et à l'agriculture durables, à la gestion de l'eau et plus encore. Le Canada a utilisé les CRNC comme principal instrument pour bâtir ce portefeuille. Les institutions de crédit partenaires gèrent les prêts de projet aux entreprises emprunteuses et fournissent une surveillance continue et parfois une assistance technique.

Bien que la plupart des projets du portefeuille ne puissent pas être considérés comme porteurs de transformation pour les femmes, bon nombre d'entre eux visent à favoriser l'égalité des genres[6]. En

[6] Pour Affaires mondiales Canada : « L'approche [visant à favoriser l'égalité des genres] fait référence à l'engagement du Canada à reconnaître et à aborder les normes et les structures sexospécifiques qui marginalisent les voix des groupes vulnérables, y compris celle des femmes et des filles. Le financement de l'action climatique [visant à favoriser l'égalité des genres] 1) tiendra compte des structures et des relations existantes d'inégalité des genres et 2) cernera les contributions des personnes et des groupes ciblés qui sont touchés par les changements climatiques et qui ont un intérêt direct ou indirect envers l'atténuation des changements climatiques, les solutions

outre, un sous-ensemble identifiable de projets présente des innovations qui peuvent être utilisées pour obtenir plus rapidement des résultats importants pour les femmes à l'échelle des pays et des secteurs et entre ceux-ci. Cependant, il y a une distinction importante à faire entre les intentions des projets en matière d'égalité des genres aux étapes de la conception et de l'approbation, d'une part, et le rendement réel pendant la mise en œuvre, d'autre part. À mesure que le portefeuille arrivera à maturité, il sera nécessaire pour le Canada et ses organismes partenaires de réorienter leur attention du début de la chaine d'investissement vers les segments en aval, où le rôle des entreprises, des communautés et des ménages est important, et d'investir dans la surveillance sur le terrain et les études de l'incidence pour apprendre et renforcer le lien entre l'action climatique et les femmes.

CONSTATATION N^{O} 1 : AFFAIRES MONDIALES CANADA EST EN TRAIN DE CONSTITUER UN PORTEFEUILLE SUBSTANTIEL DE FINANCEMENT CLIMATIQUE NOVATEUR, QU'IL EST EN BONNE VOIE DE PORTER À 5,3 G$ D'ICI 2026

Le tableau 4 présente un échantillon de près de 3,4 G$ en CRNC pour l'action climatique actuellement gérées par Affaires mondiales Canada, qui ont été examinées aux fins de la présente évaluation. Le nouvel engagement annoncé en 2021 comprend 5,3 G$ pour divers programmes jusqu'à la fin de mars 2026, dont 60 %, ou environ 3,2 G$, seront versés sous la forme de CRNC. Il devrait être possible d'y arriver, ainsi que d'augmenter le volet « subvention » du financement climatique. En fait, si le nouvel engagement est réalisé d'ici 2026, le Canada aura, cumulativement depuis 2010, mobilisé 9 G$ en financement de l'action climatique pour les pays en développement. D'un point de vue technique, AMC a acquis une vaste expérience dans la structuration de tels investissements et comprend de plus en plus comment intégrer des mesures incitatives et une assistance technique dans les accords de prêt afin d'optimiser les résultats en matière d'égalité des genres. De plus, le processus de croissance de ce portefeuille offre également l'occasion de jouer un rôle plus ciblé dans le partage des connaissances et l'accélération et l'application à plus grande échelle des résultats. Cela s'applique à la fois aux connaissances et aux résultats concernant l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à ces changements, ainsi que l'égalité des genres.

CONSTATATION N^{O} 2 : LA DURÉE TYPIQUE D'UN PRÊT AU TITRE D'UNE CONTRIBUTION À REMBOURSEMENT SANS CONDITION DANS LE PORTEFEUILLE DE FINANCEMENT CLIMATIQUE EST D'ENVIRON 25 ANS

Le tableau 4 montre également que la grande majorité des CRNC de cet échantillon du portefeuille sont assorties de prêts d'une durée de 25 ans. Ces modalités de remboursement à long terme conviennent aux organismes partenaires — les BMD et les fonds multilatéraux — qui peuvent gérer ces accords grâce à un bassin plus vaste et diversifié d'autres sources de revenus, comme les prêts à court et à long terme, les subventions, les garanties et les quotes-parts versées. L'utilisation par le Canada et ses partenaires d'un instrument à long terme pour faire face à ce que les événements quotidiens mettent en évidence comme une crise climatique urgente peut sembler contradictoire à première vue. Cependant, les capitaux mobilisés au moyen des CRNC sont en fait utilisés par les partenaires pour des projets à plus court terme et des prêts subsidiaires (c.-à-d. de trois à cinq ans) accordés à des entreprises et

d'adaptation et la conservation de la biodiversité, tout en soulignant activement leur rôle d'agents de changement et de leaders ». section de la page Web

institutions emprunteuses pour construire et exploiter des parcs éoliens et solaires, accroitre la production alimentaire durable et améliorer l'accès à l'eau pour les familles, le bétail et les cultures. Quoi qu'il en soit, le caractère à long terme du portefeuille oblige le Canada à devenir particulièrement proactif et à travailler sur tous les fronts pour maximiser les retombées sur le climat et l'égalité des genres dans des cycles d'intervention à court terme à l'échelle des institutions, des pays et des secteurs d'activité.

Tableau 4 – Échantillon de CRNC dans le portefeuille du financement de l'action climatique d'Affaires mondiales Canada

	Partenaire	Budget (CAD)	Durée (années)	Date de début	Date de fin	Marqueur, égalité des genres
Accélérer l'abandon du charbon	Fonds d'investissement climatiques	1 G	25	2022	2052	2
Relance 2X Canada	FinDev Canada	30 M	15	2021	2034	3*
Infrastructure inclusive	GuarantCo	40 M	15	2021	2036	2*
Soutien supplémentaire	Fonds international de développement agricole	190 M	24	2021	2045	2
Fonds pour le climat Canada-BAfD	Banque africaine de développement	123 M	25	2021	2051	2
Fonds pour la neutralité en matière de dégradation des terres	CLD	54 M	15	2021	2036	2
Énergie renouvelable dans les PEID	Banque mondiale	M	23	2020	2043	2
Forêts et paysages	Banque mondiale	M	23	2020	2043	2
Prêt pour l'action climatique	Fonds international de développement agricole	150 M	23	2020	2043	2
Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques (C2F)	Banque interaméricaine de développement	224 M	25	2019	2044	2
Financement climatique mixte	Société financière internationale	250 M	25	2018	2043	1
Énergie renouvelable en Afrique	Société financière internationale	150 M	25	2017	2042	2
Fonds climatique canadien pour le secteur privé II (FCCSP)	Banque asiatique de développement	200 M	25	2017	2042	1
Mobilisation initiale des ressources **Fonds vert pour le climat 1**	Fonds vert pour le climat	110 M 110 M	25	2015 2020	2042 2046	2
Fonds climatique canadien pour le secteur privé II (FCCSP)	Banque asiatique de développement	75 M	24	2013	2040	-

	Partenaire	Budget (CAD)	Durée (années)	Date de début	Date de fin	Marqueur, égalité des genres
Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques I (C2F)	Banque interaméricaine de développement	250 M	25	2012	2037	2
Programme sur les changements climatiques du Canada	Société financière internationale	289 M	25	2011	2039	1

Source : Affaires mondiales Canada, 2022

* Géré par le Programme d'innovation en aide internationale d'AMC; tous les autres projets de l'échantillon sont gérés par la Direction du financement climatique d'Affaires mondiales Canada.

CONSTATATION N^{O} 3 : LES CONTRIBUTIONS À REMBOURSEMENT SANS CONDITION DU CANADA AUGMENTENT EN NOMBRE ET EN TAILLE

Le tableau 5 présente des données sur les CRNC d'AMC pour la période de 2019 à 2021. Au cours de cette période, qui a compris des années très actives dans le précédent cycle de programmation du financement climatique d'AMC, le Ministère a doublé le nombre de CRNC nouvellement approuvées, les faisant passer de 6 en 2019 à 13 en 2021. De plus, la valeur des actifs représentés par ces CRNC a aussi doublé, passant de 940 M$ en 2019 à environ 1,8 G$ en 2021. Ce rythme de croissance devrait demeurer vigoureux, surtout si l'on considère qu'un nouveau cycle de programmation s'accélère et se poursuit jusqu'en 2026. L'utilisation croissante des CRNC par AMC pour le financement climatique indique que les organismes centraux du Canada (le ministère des Finances et le Conseil du Trésor en particulier) considèrent généralement ces instruments comme des outils de politique publique prudents.

Tableau 5 – Utilisation par Affaires mondiales Canada de contributions à remboursement sans condition pour le financement climatique, 2019-2021

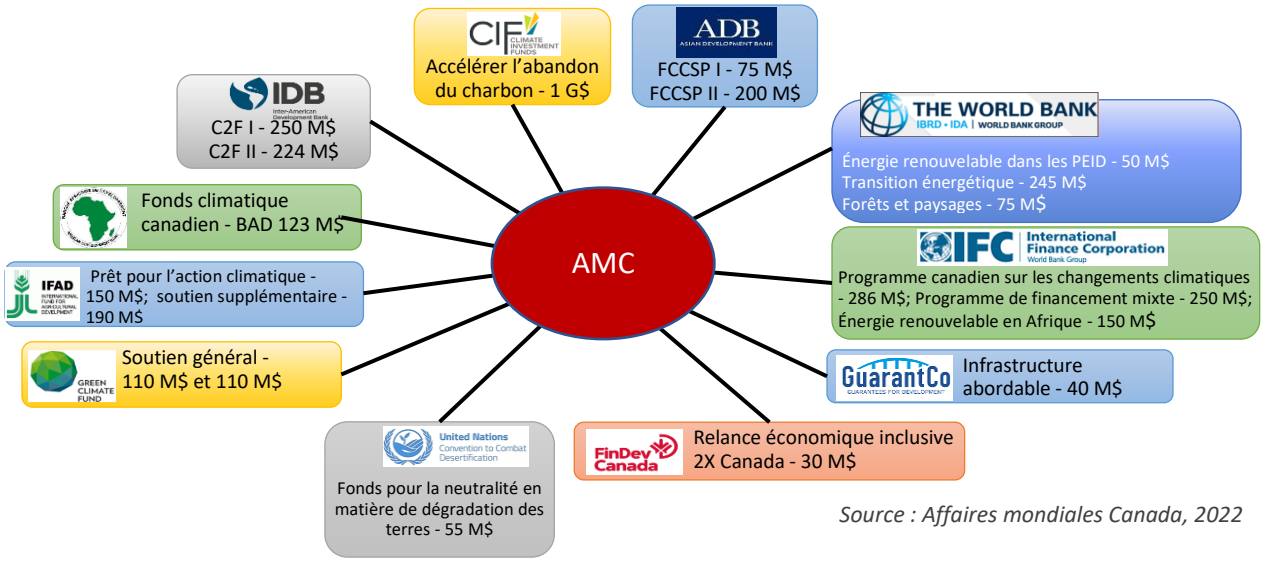
Année	Nombre de CRNC	Dépenses en CRNC (en milliards CAD)
2019	6	0,94
2020	10	1,15
2021	13	1,76

Source : Affaires mondiales Canada, 2022

CONSTATATION N^{O} 4 : LES PARTENAIRES DU CANADA EN MATIÈRE DE FINANCEMENT CLIMATIQUE ONT FAIT LEURS PREUVES ET SONT DIVERSIFIÉS

Comme le montre la figure 4, Affaires mondiales Canada a mobilisé, en tant que partenaires pour le financement de la lutte contre les changements climatiques, certaines des organisations internationales les plus compétentes en matière de prêts au développement. En effet, la plupart des organismes partenaires du Canada ont fait leurs preuves en matière d'action climatique et de prêts connexes. Ils se caractérisent par un profond engagement de principe envers l'égalité des genres et disposent souvent de solides capacités professionnelles à cet égard, ainsi que d'une capacité de production de connaissances de premier plan. Ils peuvent aussi gérer de façon responsable de grandes quantités de

capitaux; en fait, c'est leur activité principale. En parallèle à ces points forts, cependant, il faut aussi noter que ces BMD et ces FM ont des frais généraux importants : leurs coûts de personnel et de bureau sont élevés. De plus, leur engagement fondamental à maintenir leur propre cote de crédit élevée sur les marchés internationaux peut entraîner une aversion pour le risque dans les décisions d'investissement et une tendance à sauvegarder leur image de marque plutôt qu'à discuter franchement des problèmes. Quoi qu'il en soit, dans l'ensemble, et comme le montrent les données recueillies dans le cadre des projets, ces institutions sont de dignes partenaires du Canada et vice versa. Leurs dirigeants et leurs équipes comptent des alliés compétents et actifs cruciaux dans la quête commune visant à favoriser à plus grande échelle des changements pour les femmes dans le financement climatique.



Source : Affaires mondiales Canada, 2022

Figure 4 – Organismes partenaires qui mettent en œuvre les contributions à remboursement sans condition d'Affaires mondiales Canada

CONSTATATION N^{O} 5 : EN TANT QU'INSTRUMENTS DE FINANCEMENT, LES CRNC PRÉSENTENT DES ATOUTS IMPORTANTS, MAIS AUSSI CERTAINS DÉFIS

Les contributions à remboursement sans condition ont des points forts importants en tant qu'instrument de financement. Premièrement, il s'agit d'un outil souple qui peut être adapté aux politiques et procédures juridiques, financières et administratives d'un large éventail de BMD et de fonds multilatéraux. Deuxièmement, les CRNC semblent être bien comprises et acceptées par les organismes centraux du Canada, particulièrement le ministère des Finances et le Conseil du Trésor. Troisièmement, comme d'autres formes de prêts à long terme, les CRNC génèrent des remboursements par le biais de prêts subsidiaires; ces remboursements sont acheminés au trésor canadien pour servir à d'autres fins stratégiques d'intérêt public. Quatrièmement, la valeur des CRNC peut être adaptée à différentes échelles, comme en témoigne leur montant qui va actuellement de 30 M$ à 1 G$. Pour les CRNC plus importantes, les prêts subsidiaires individuels peuvent se situer entre 20 M$ et 60 M$. Cinquièmement, les CRNC sont négociées avec des organismes de mise en œuvre partenaires qui

disposent d'une expertise financière et de systèmes de gestion financière éprouvés et stables. Enfin, la plupart des partenaires de mise en œuvre des CRNC ont des politiques et des capacités professionnelles solides en matière d'égalité des genres.

En même temps, cependant, les CRNC présentent des problèmes, du moins de la façon dont elles ont été utilisées jusqu'à maintenant. La principale contradiction, c'est que les CRNC sont des outils à long terme utilisés pour faire face à l'urgence climatique immédiate. Il incombe donc à AMC et à ses partenaires de démontrer l'efficacité et les résultats sur des cycles rapides grâce à la conception et à l'exécution accélérées de prêts à court terme novateurs et ciblés. Deuxièmement, jusqu'à maintenant du moins, la majeure partie des capitaux versés sous la forme de CRNC a été affectée à des prêts dans des pays à revenu intermédiaire plutôt que dans des pays à faible revenu. Troisièmement, les BMD et les fonds multilatéraux ont des frais généraux importants, y compris des salaires élevés pour leurs professionnels et des infrastructures de bureau coûteuses. Quatrièmement, à ce jour, AMC a déboursé rapidement ses fonds pour les CRNC au cours des premières années, ce qui a diminué son influence au cours des nombreuses années suivantes. Cinquièmement, les capitaux sont déployés pour les prêts subsidiaires à un rythme lent ou modéré; certains partenaires ont des processus de conception et d'approbation lents. Et sixièmement, la lourdeur bureaucratique des organismes de mise en œuvre crée encore plus de distance entre les gestionnaires et les spécialistes d'AMC, d'une part, et les résultats du développement sur le terrain, d'autre part. Cette situation rend particulièrement difficile de comprendre, avec exactitude et en temps opportun, la réalisation des avantages et les défis pour les utilisateurs finaux, en particulier les femmes locales dans leurs divers rôles de chef de ménage, de clientes, d'employées et d'entrepreneuses.

CONSTATATION N^{O} 6 : LE PARCOURS DU CANADA VERS UN FINANCEMENT CLIMATIQUE PORTEUR DE TRANSFORMATION POUR LES FEMMES EST SUR LA BONNE VOIE

Les innovations concernant les femmes dans le contexte de l'action pour le climat sont nombreuses dans l'ensemble du portefeuille, ce qui témoigne de la volonté du Canada d'œuvrer en faveur de l'égalité des genres, de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à ceux-ci. Un sous-ensemble de projets et de prêts subsidiaires fournit des renseignements et des orientations sur des stratégies efficaces pour atteindre des résultats de plus en plus importants en matière d'égalité des genres. Les politiques, les pratiques et les outils des organismes partenaires pour faire changer les choses au bénéfice des femmes dans le financement climatique sont généralement solides et semblent s'améliorer d'une année à l'autre. Les fonds ciblés, notamment le Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques (C2F) et le FCCSP en Asie ont procédé de manière délibérée et productive pour faire progresser l'égalité des genres dans la sphère de l'action climatique. Et les programmes généraux (c.-à-d. le FIC, le FVC et le FIDA) ont également réalisé des gains importants en matière de politiques, d'évaluation, de codage et de mobilisation sur les questions concernant les femmes dans le contexte de l'action pour le climat. Le travail intégré des professionnels de la finance et de l'égalité des genres dans les équipes qui gèrent des fonds ciblés constitue une autre caractéristique notable de l'échantillon de CRNC examiné ici.

Un fonds ciblé, le C2F, a démontré la viabilité de proposer aux sociétés emprunteuses des mesures incitatives liées au rendement en matière d'égalité des genres (réduction des taux d'intérêt, flexibilité de la durée, etc.). Le C2F, le FCCSP et le FVC ont montré que l'investissement privé peut être mobilisé par la

réduction des risques, le co-investissement et l'émission de nouvelles obligations. Trois organismes partenaires, le FIDA, le FIC et GuarantCo, ont créé de nouveaux mécanismes au « niveau méso » pour renforcer l'égalité des genres dans le contexte de l'action climatique dans leurs propres portefeuilles[7]. En général, le leadership exercé par le Canada pour promouvoir l'égalité des genres dans le financement de la lutte contre les changements climatiques est reconnu et apprécié par les organismes partenaires et les professionnels, qui en ont aussi besoin. En effet, le Canada est perçu par d'autres donateurs et les institutions de crédit comme un allié clé exerçant un effet catalyseur pour faire avancer le programme commun visant à élargir et à approfondir les résultats obtenus pour les femmes dans les projets liés au climat.

CONSTATATION N^{O} 7 : POUR RÉUSSIR, IL FAUT TOUTEFOIS RÉSOUDRE UNE SÉRIE DE DIFFICULTÉS

Malgré les progrès et l'innovation en matière d'égalité des genres dans le portefeuille du financement climatique du Canada, il faudra relever une série de défis avec détermination et compétence pour parvenir avec succès à destination. Tout d'abord, jusqu'à maintenant, seul un très petit nombre de projets dans l'ensemble du portefeuille pourraient être décrits comme ayant entraîné un changement porteur de *transformation* pour les femmes dans son sens le plus large. Deuxièmement, la plupart des innovations en matière d'égalité des genres et des réalisations importantes ont été accomplies dans des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (p. ex., Inde, Mongolie, Uruguay) plutôt que dans des pays à faible revenu. Troisièmement, les accords de prêt, les politiques en matière d'égalité des genres, les blogues de lancement, les outils de planification et le codage à l'entrée ne constituent pas des mesures du rendement de la mise en œuvre. Quatrièmement, dans de nombreux cas, la planification et la mise en œuvre des projets ont été ralenties par la pandémie. Cinquièmement, même les partenaires les plus efficaces sont d'abord fidèles à la marque et aux besoins de leur propre institution, ce qui, de temps à autre, peut entraîner un déploiement plus lent des capitaux ou une plus grande aversion au risque. Sixièmement, les chefs d'équipe d'AMC ont une visibilité limitée et un contact direct limité avec les principaux intervenants sur le terrain, en particulier les femmes locales, et ne peuvent pas vérifier de façon indépendante les progrès allégués. Septièmement, l'innovation et l'apprentissage ne sont pas systématiquement facilités parmi les institutions partenaires, ou les entreprises, ce qui empêche d'accélérer, de reproduire ou d'appliquer plus largement des changements qui se sont produits au bénéfice des femmes dans les projets climatiques.

[7] Dans ce contexte, le niveau méso désigne le niveau au sein des institutions de crédit qui est « inférieur » à la politique du conseil d'administration, mais « supérieur » au niveau des projets individuels et des prêts subsidiaires; il s'agit plutôt d'un niveau à l'échelle de l'institution qui comprend les services, les programmes et les portefeuilles.

CONSTATATION N^{O} 8 : TOUS LES FONDS ET PROGRAMMES DE PARTENAIRES DOIVENT ACCROITRE LA PROPORTION DE LEURS PROJETS QUI OBTIENNENT LA NOTATION LA PLUS ÉLEVÉE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Toutes les BMD et tous les fonds multilatéraux ont mis au point des systèmes pour évaluer leurs projets en fonction de la mesure dans laquelle ils intègrent ou favorisent l'égalité des genres. Affaires mondiales Canada aussi. La figure 5 montre trois de ces systèmes. Le système de codage sur l'égalité des genres d'AMC utilise quatre niveaux de notation, de 0 à 3, pour coter les projets en fonction de leurs résultats attendus en matière d'égalité des genres. La note la plus élevée, 3, est attribuée aux projets dans lesquels tous les résultats intermédiaires en matière d'égalité des genres entraîneront des changements dans le comportement, les pratiques ou le rendement. La Banque asiatique de développement utilise aussi un système de classement à quatre niveaux[8] pour les projets selon leur démarche d'intégration de l'égalité des genres; ici, les projets les mieux notés sont classés en tant que projets « GEM », ou ayant pour thème l'équité entre les genres. Pour sa part, le Fonds vert pour le climat a adopté le système à trois niveaux de l'OCDE, où les projets les mieux cotés ont pour principal objectif l'égalité des genres. Veuillez noter que malgré la présentation sous forme de tableau, les différentes échelles ou systèmes de

Global Affairs Canada Système de codage en égalité des genres (EG)	ADB Catégories d'intégration des questions de genre	OECD / GREEN CLIMATE FUND Échelle de notation de la politique de genre
EG-3 Ciblé/spécifique Tous les résultats intermédiaires en matière d'EG entraîneront des changements dans le comportement, les pratiques ou le rendement	Thème de l'équité entre les genres (GEN)	Principal – 2 L'égalité des genres est le principal objectif du projet
EG-2 Pleine intégration Au moins un résultat intermédiaire en matière d'EG entraînera des changements dans le comportement, les pratiques ou le rendement	Intégration effective de l'égalité des genres (EGM)	Important – 1 L'égalité des genres est un objectif important, mais pas la raison principale du projet
EG-1 Intégration partielle Au moins un objectif intermédiaire en matière d'EG permettra d'obtenir un changement dans les compétences, la sensibilisation, l'accès ou les connaissances	Certains éléments liés à l'égalité des genres (SGE)	Non ciblé – 0 Ne cible pas l'égalité des genres
GE-0 Aucun résultat en matière d'EG	Aucun élément d'égalité des genres (NGE)	

Sources : BAD, 2021; AMC, 2021; OCDE, 2016, GCG, 2018

Figure 5 – Systèmes de classification de l'intégration de l'égalité des genres au niveau des projets

[8] La BAD mesure les opérations d'égalité entre les genres en fonction du nombre de projets, et non du volume de financement, mesure qui est utilisée par d'autres systèmes de classement. Le système de catégorisation de la BAD est nuancé, reconnaissant un large éventail de modèles de genre qui forment les quatre catégories utilisées pour mesurer, compter et rendre compte de la mesure dans laquelle les questions d'égalité entre les sexes sont intégrées dans la conception des projets, et inclue beaucoup plus de spécificités pour chacune des exigences par catégorie. Cette approche à quatre niveaux de la BAD est utilisée depuis 1998 pour surveiller les résultats de l'intégration de la dimension de genre « à l'entrée » et a été mise à jour et clarifiée au fil des ans. Veuillez vous référer aux Lignes directrices actualisées pour l'intégration de la dimension de genre dans les catégories de projets de la BAD pour plus de détails (disponible en anglais uniquement).

codage ne sont pas des comparaisons directes puisqu'ils utilisent tous des approches et critères différents.

Dans la gestion à long terme du portefeuille de financement climatique du Canada, la Direction du financement climatique d'AMC et ses partenaires de mise en œuvre peuvent et devraient redoubler d'efforts pour financer et soutenir un nombre de plus en plus grand de projets de financement climatique qui sont cotés au niveau le plus élevé ou au deuxième niveau dans ces systèmes. En mettant l'accent sur les modalités, les mesures incitatives et les subventions d'AT parallèles, il y a beaucoup à faire pour élargir et approfondir les résultats pour les femmes des projets climatiques dans tous les secteurs, de l'énergie renouvelable aux services financiers en passant par l'agriculture, les transports et l'eau. À cette fin, de nouveaux prêts aux entreprises peuvent être conçus et les projets existants peuvent être modernisés avec de nouvelles compétences et des incitatifs.

Il est toutefois important de noter que ces systèmes de codage ou de classification sont largement utilisés au début du processus, c'est-à-dire lorsque le projet est conçu ou approuvé, et que le classement correspond donc aux *attentes* plutôt qu'aux résultats réels obtenus. Pourtant, pour toutes les interventions en matière de développement, y compris les projets pour le climat, ce sont les extrants et les résultats obtenus pendant la mise en œuvre qui comptent le plus. La Direction du financement climatique d'AMC, au lieu de se préoccuper des classements au début, doit donc se concentrer davantage sur la collaboration avec ses partenaires pour non seulement surveiller de près les projets du portefeuille, mais aussi utiliser tous les leviers d'influence à sa disposition (de l'AT destinée à mobiliser la communauté jusqu'aux changements organisationnels dans les entreprises, en passant par la promotion de changements dans les politiques auprès des conseils d'administration des BMD), afin d'optimiser les changements pouvant être obtenus au bénéfice des femmes durant la mise en œuvre de chaque projet ou prêt subsidiaire.

CONSTATATION N^{O} 9 : MALGRÉ LA FAIBLE PROPORTION DE PROJETS QUI OBTIENNENT ACTUELLEMENT LA NOTATION LA PLUS ÉLEVÉE EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES, IL EST POSSIBLE D'ÉLARGIR, D'APPROFONDIR ET DE REPRODUIRE D'IMPORTANTS RÉSULTATS OBTENUS AU BÉNÉFICE DES FEMMES DANS L'ENSEMBLE DES FONDS ET DES PROGRAMMES

Une analyse du portefeuille de financement de la lutte contre les changements climatiques du Canada indique que le nombre de projets obtenant la notation la plus élevée sur le plan de l'égalité des genres est probablement de l'ordre de 5 % ou moins. Un objectif raisonnable à moyen terme, sur cinq ans par exemple, serait de porter ce pourcentage à 10 %. Sur un horizon de 15 à 20 ans, il ne serait pas impossible de porter cette proportion à 20 % du portefeuille. En même temps, il faudrait aussi davantage axer sur l'égalité des genres le reste du portefeuille, soit au moins 80 % de tous les projets, en faisant passer les projets actuellement de rang inférieur ou intermédiaire au deuxième niveau de notation dans tous les systèmes d'évaluation, c'est-à-dire les catégories de la « pleine intégration » de l'égalité des genres selon la terminologie d'AMC ou de l'« intégration effective » dans la terminologie de la BAD.

La figure 6 présente les classements en égalité des genres de 13 projets des deux phases à ce jour du FCCSP de la Banque asiatique de développement, qui est un partenaire de premier plan pour le Canada dans le domaine de l'action climatique et de l'égalité des genres. En gardant à l'esprit que le fonds du

FCCSP n'avait pas d'objectifs précis en matière de genre,, un seul prêt (parmi les 13 projets) à une entreprise emprunteuse, IIFL en Inde, a obtenu la cote la plus élevée « équité entre les genres ». Il y a également trois projets classés au deuxième rang, soit l'« intégration effective de l'égalité des genres » (IEG). Le portefeuille de projets du FCCSP comprend également cinq projets de rang inférieur comportant certains éléments liés à l'égalité des genres et finalement, quatre projets ne comportant aucun élément à cet égard. La Direction du financement climatique d'AMC et l'équipe du FCCSP devront utiliser toutes les stratégies disponibles le long de la chaine d'investissement pour renforcer l'intégration de l'égalité des genres et les résultats d'un plus grand nombre de projets, existants et nouveaux, dans le portefeuille de ce fonds ciblé.

Catégorisation de la BAsD en matière d'égalité des genres :

EG = Équité entre les genres | IEG = Intégration effective de l'égalité des genres | QGE = Quelques éléments liés à l'égalité des genres | AGE= Aucun élément lié à l'égalité des genres

		Pays	Projet	Année de l'approbation	Catégorie
FCCSP II	1	NEP	Projet hydroélectrique Upper Trishuli-1	2019	IEG
	2	CAM	Projet du parc solaire national Prime Road	2019	IEG
	3	MLD	Soutien au redressement et au développement des petites entreprises locales dans le secteur touristique lié à l'économie bleue	2021	IEG
	4	UZB	Projet d'énergie solaire de Navoï	2020	QGE
	5	AFG	Projet d'énergie solaire de Kandahar	2019	QGE
	6	INO	Projet d'énergie renouvelable dans l'est de l'Indonésie (phase 2)	2018	QGE
	7	VIE	Projet d'énergie solaire flottante	2018	QGE
	8	INO	Projet d'énergie renouvelable dans l'est de l'Indonésie (phase 1)	2017	AGE
FCCSP	9	IND	IIFLHF : Projet d'aide à l'accès à des logements écologiques abordables pour les femmes	2021	EG
	10	INO	Projet de production d'énergie géothermique de Sarulla	2013	QGE
	11	SAM	Aménagement d'un parc solaire	2017	AGE
	12	CAM	Projet d'énergie solaire au Cambodge	2016	AGE
	13	GEO	Projet hydroélectrique d'Adjaristsqali	2013	AGE

Source : Banque asiatique de développement/CFPS, 2022

Figure 6 – Classements de l'intégration de l'égalité des genres dans les projets du Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie

CONSTATATION N^{O} 10 : L'INNOVATION EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES EST CONCENTRÉE AU DÉBUT DU CYCLE DE FONCTIONNEMENT DES BMD ET DES FONDS MULTILATÉRAUX

Une caractéristique importante de l'échantillon du portefeuille canadien de financement climatique examiné ici est qu'une grande partie du travail d'innovation sur l'égalité des genres est regroupée au début du cycle de projet des BMD et des fonds multilatéraux. Comme l'illustre la figure 7, AMC et ses

organismes partenaires disposent d'un éventail d'outils d'évaluation, de classifications et de notes d'orientation pour la préparation des projets, ainsi que des politiques, des mesures de protection, des modèles d'entente et d'autres outils pour appuyer le processus d'approbation des projets. Cependant, il y a beaucoup moins de ressources pour appuyer la mise en œuvre des projets, la surveillance et la réalisation d'études sur les incidences. D'une certaine façon, c'est compréhensible. Beaucoup d'efforts et d'attention ont dû être consacrés à la structuration des CRNC et à la définition des partenariats pour leur mise en œuvre. Cependant, à mesure que le portefeuille de financement de l'action climatique arrive à maturité et que les entreprises emprunteuses disposent de plus de capitaux, la mise en œuvre, la surveillance et l'évaluation revêtent une plus grande importance.

Dans les années à venir, la Direction du financement climatique d'AMC doit non seulement accroitre le montant des CRNC axées sur l'égalité des genres, mais elle doit aussi concentrer son attention et ses efforts sur l'optimisation des résultats de la *mise en œuvre*. Elle doit donc passer du travail en amont de la chaine d'investissement à l'accélération et à l'évolution des résultats dans les segments en aval et chez les acteurs de la chaine.

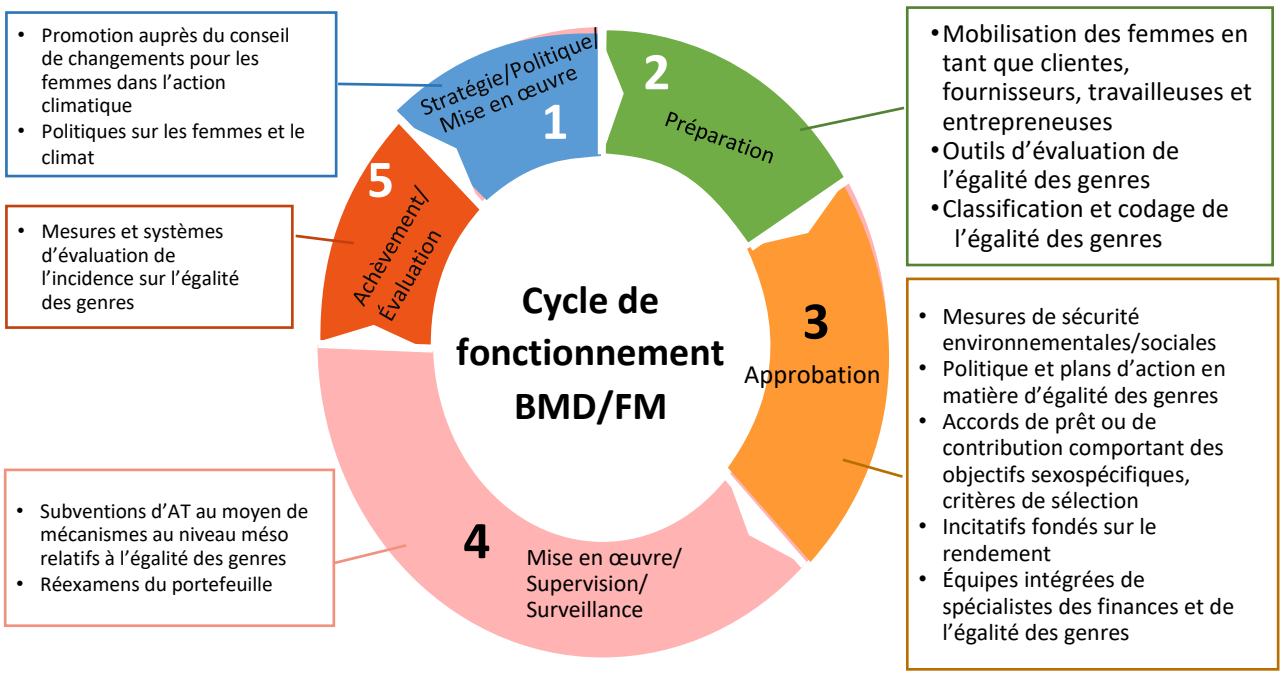
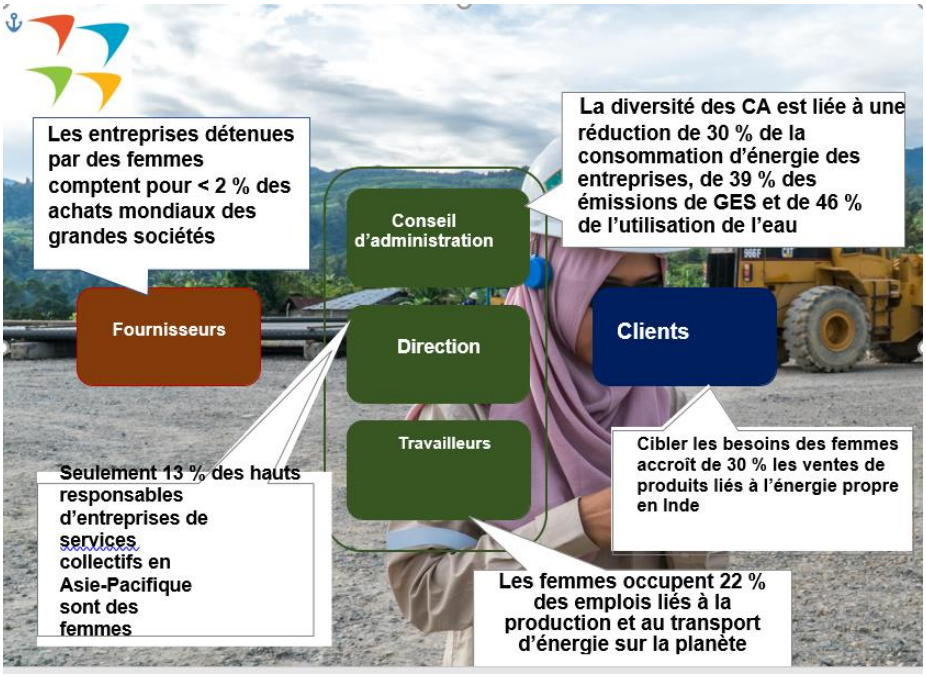


Figure 7 – Activités d'innovation au début du cycle de fonctionnement des BMD/FM

CONSTATATION N^{O} 11 : LES PARTENAIRES VISENT À FAIRE PROGRESSER L'ÉGALITÉ DES GENRES À PARTIR DE DIFFÉRENTS POINTS DANS LES ENTREPRISES

Parmi les partenaires des CRNC du Canada, certains se concentrent spécialement sur la promotion du changement au niveau des entreprises emprunteuses. C'est particulièrement le cas de l'équipe du FCCSP et de ses spécialistes de l'égalité des genres à la Banque asiatique de développement. Provenant de la BAD, la figure 8 illustre les divers points de départ possibles pour faire progresser le changement en faveur de l'égalité des genres au sein des entreprises emprunteuses. Cela comprend le conseil d'administration, les gestionnaires et les travailleurs, ainsi que les fournisseurs et les clients. De plus, l'équipe du FCCSP établit un lien entre les progrès réalisés à l'égard des indicateurs liés aux femmes et les progrès connexes sur le plan climatique. Par exemple, les recherches de la BAD indiquent que les entreprises qui diversifient leur conseil d'administration peuvent également réduire considérablement leur consommation d'énergie, leurs émissions de GES et leur consommation d'eau. En même temps, l'équipe du FCCSP souligne l'occasion pour les entreprises d'accroitre leurs achats auprès de fournisseurs qui sont des entreprises appartenant à des femmes ou dirigés par des femmes. En effet, à chaque point d'entrée, il y a des gains à réaliser, à la fois pour les femmes et le climat.



Source : ADB/CFPS, 2022

Figure 8 – Multiples points à partir desquels il est possible de faire progresser le changement pour les femmes au sein d'une entreprise[9]

[9] Liste complète des références : **Fournisseurs** : ONU Femmes. 2017. The Power of Procurement : How to source from women-owned enterprises. New York; **Direction** : Ernst and Young. 2019. EY Women in Power and Utilities Index. Atlanta; **Conseil d'administration**: F.P Analytics. 2020. Women as Levers of Change. Washington DC;

CONSTATATION N^{O} 12 : IL POURRAIT ÊTRE POSSIBLE D'AMÉLIORER LES RÉSULTATS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES EN FACILITANT ACTIVEMENT L'ÉCHANGE DE CONNAISSANCES ENTRE LES ENTREPRISES QUI OBTIENNENT D'EXCELLENTS RÉSULTATS POUR LE CLIMAT AINSI QUE POUR LES FEMMES

Dans l'ensemble du portefeuille de financement climatique du Canada, il y a beaucoup d'innovation et d'apprentissage adaptatif sur les changements obtenus pour les femmes au sein des fonds ciblés et des organismes partenaires au niveau des entreprises et des institutions emprunteuses. C'est particulièrement vrai dans les secteurs de l'énergie solaire et de la finance en Asie et en Amérique latine, mais également pour les entreprises d'autres secteurs et d'autres parties du monde. Cependant, il y a peu d'échanges systématiques de connaissances sur l'apprentissage au niveau des entreprises parmi les BMD et les fonds. Le Canada a ici l'occasion de jouer un rôle rassembleur pour faciliter les échanges et les améliorations par la mobilisation d'entreprises obtenant d'excellents résultats en matière d'action climatique et d'égalité des genres. C'est un rôle que la Direction du financement climatique d'AMC peut et devrait jouer. La figure 9 présente quelques-unes des entreprises avec lesquelles AMC pourrait amorcer ce processus, en étroite collaboration avec les organismes de mise en œuvre qui sont ses partenaires dans le cadre des CRNC.

Figure 9 – Exemples d'entreprises dont les innovations pourraient être partagées au moyen de réunions et d'échanges de connaissances organisés par AMC

En outre, l'exercice consistant à tirer des leçons et des enseignements du partage de ces expériences au niveau des entreprises peut aussi être converti en matériel de formation pour le personnel d'AMC en matière d'action climatique, d'égalité des genres, d'environnement et de financement novateur. De plus, le même matériel pourrait être utilisé pour informer et préparer les ambassadeurs, les administrateurs et d'autres représentants canadiens au sein des conseils d'administration des institutions partenaires des BMD et des FM. Une telle stratégie d'apprentissage par l'expérience devrait non seulement favoriser le perfectionnement professionnel continu, mais aussi contribuer à toujours élargir et approfondir les changements obtenus au bénéfice des femmes dans le portefeuille de financement climatique du Canada.

Clients : International Finance Corporation. 2017. Women Entrepreneurs Light the Way for Solar Products in India. Washington DC.

8. Stratégies

Des changements importants pour les femmes ressortent du portefeuille de financement climatique d'AMC, là n'est pas la question. En effet, bien des projets visent à ce que les initiatives de lutte contre les changements climatiques produisent des bienfaits pour les femmes. Le problème vient plutôt du fait que ces projets produisent souvent un changement limité à un nombre relativement faible de femmes ou à un groupe de communautés ou que les changements produits ne se maintiennent pas dans le temps. Au niveau du projet ou du prêt subsidiaire, le défi consiste à comprendre comment élargir ou reproduire de tels résultats pour des milliers ou des dizaines de milliers de femmes plutôt que pour des centaines. Et au niveau institutionnel, il s'agit d'appliquer les façons de faire à plus grande échelle, dans l'ensemble des projets, des secteurs et des pays concernés pour en faire bénéficier des millions de femmes à faibles revenus et leurs familles.

L'examen d'un sous-ensemble de projets axés sur l'égalité des genres dans le portefeuille de financement climatique d'Affaires mondiales Canada met en évidence une série d'innovations visant à étendre et à approfondir l'égalité des genres dans le financement climatique dans trois segments de la chaine d'investissement : 1) le segment en aval des organisations de femmes, des communautés et des ménages; 2) le segment intermédiaire de la société ou de l'institution emprunteuse; et 3) le segment en amont de l'institution prêteuse. Dix stratégies pour élargir et approfondir les changements au bénéfice des femmes découlant de ces cas méritent d'être soulignées. La figure 10 résume ces stratégies.

Segment 1 – En aval : *organisations de femmes, communautés, ménages*	
2) Participation locale authentique	2) Accès à des services abordables
Segment 2 – Intermédiaire : *société ou institution emprunteuse*	
5) Incitatifs au rendement liés à l'égalité des genres	5) Politiques de passation de marchés
6) Programmes d'emploi et de formation ciblés	6) Politiques et pratiques organisationnelles
Segment 3 – Début / en amont : *institutions de crédit*	
9) Politiques et pratiques approuvées par le c.a.	9) Équipes intégrées investissement / genre
10) Fonds d'investissement climatique ciblant les femmes	10) Mécanismes d'assistance technique (méso)

Figure 10 – Stratégies pour élargir et approfondir les changements au bénéfice des femmes dans le financement climatique

8.1. Stratégies pour élargir et approfondir les changements pour les femmes au moyen du financement climatique dans les économies en développement

SEGMENT 1 – EN AVAL : ORGANISATIONS DE FEMMES, COMMUNAUTÉS ET MÉNAGES

1) PARTICIPATION LOCALE AUTHENTIQUE

Trop souvent par le passé, dans le domaine climatique comme dans d'autres secteurs, les promoteurs de projets de développement choisissaient la voie d'une consultation superficielle des organisations locales afin de comprendre la culture et les priorités locales. En ne consultant que les structures dominées par les hommes, intentionnellement ou non, on court le risque de négliger les points de vue et les besoins cruciaux des femmes et des filles. En revanche, lorsqu'on consacre le temps et les efforts voulus pour discuter de manière authentique et systématique avec les organisations de femmes locales de leurs points de vue, de leurs critiques et des utilisations potentielles d'un projet climatique proposé, il est possible d'apporter des avantages importants à toutes les femmes de la région et d'éviter des pratiques et activités nuisibles. Ces processus de planification collaborative peuvent nécessiter une subvention d'assistance technique pour soutenir le maintien de spécialistes du genre et du développement communautaire, locaux et externes, pour animer ce travail.

La Société financière internationale est un investisseur principal dans le projet hydroélectrique de l'Upper Trishuli au Népal. Le FCCSP participe également au financement du projet. Le projet affectera 80 hectares de terres dans le district de Rasuwa, une zone peuplée de communautés autochtones. Alors que les premières phases du projet dans l'Upper Trishuli ont suscité la controverse et l'opposition des communautés locales, la SFI a récemment soutenu un processus de fond avec les organisations autochtones locales en vue d'obtenir un consentement libre, préalable et éclairé (CLPE). Le processus de six mois a été codirigé par un expert-conseil externe et un représentant autochtone local. Un conseil consultatif local composé de 85 représentants de 10 villages a négocié avec la Nepal Water and Energy Development Company un ensemble de conditions acceptables tant pour les responsables de la mise en œuvre du projet que pour les groupes autochtones. Dans le cadre de l'accord de CLPE, en plus d'un ensemble d'avantages pour les communautés comprenant de nouvelles routes, des écoles et des services de santé, les résidents se voient proposer des options d'achat d'actions pour devenir actionnaires du projet[10].

Le FIDA mène un projet de développement durable dans la région semi-aride du nord de l'État de Bahia, au Brésil, qui renforce les capacités des individus et des organisations communautaires et économiques par l'élaboration participative de plans d'affaires ou de travail. En 2021, le projet a desservi 68 000 ménages, dont 39 000 ménages représentés par des femmes et près de 1 500 ménages afro-brésiliens. Sur les 8,5 millions de dollars américains d'investissements prévus par la communauté, 730 000 $ US ont été décaissés. Entre autres éléments, le projet soutient des groupes de gardiens de la biodiversité, dans lesquels les femmes sont fortement impliquées. Selon le FIDA, cette initiative vise à

[10] Association internationale de l'hydroélectricité, *Achieving Indigenous consent for hydropower in Nepal*, 7 mai 2020.

« garantir des pratiques agroécologiques fondées sur la préservation, la multiplication et la diffusion des semences et des espèces animales locales ». Le projet finance également la formation des femmes aux pratiques de garde d'enfants[11].

2) ACCÈS À DES SERVICES ABORDABLES

Très peu de choses peuvent exercer un effet aussi transformateur pour les femmes à faible revenu que l'accès à un approvisionnement stable et abordable en électricité, en eau ou en nourriture saine. Les membres du ménage peuvent convertir l'accès accru à ces services et à d'autres de façon à générer des revenus leur permettant d'investir dans une petite entreprise ou exploitation agricole, d'améliorer leur logement ou de faire des gains pour les enfants et les adultes en matière d'éducation et de santé. Les projets d'énergie propre, par exemple, doivent comprendre en détail les besoins en matière d'énergie abordable des femmes locales dans leurs ménages, notamment en ce qui concerne leur capacité et leur volonté de paiement, avant que les projets ne relient leurs parcs solaires ou éoliens aux réseaux locaux. La recherche participative en amont peut et doit être utilisée pour évaluer ces besoins et planifier des projets adaptés qui optimiseront les avantages pour les femmes dans leurs foyers et leurs communautés.

Le projet du FIDA intitulé « Smallholder Agribusiness and Resilience Project (SARP) », d'un montant de 82 millions de dollars américains, vise à réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire dans six districts de la zone sèche du Sri Lanka en renforçant la résilience et la participation au marché de 40 000 ménages. Le projet principal vise à renforcer la résilience climatique et les chaines de valeur inclusives, en particulier dans les secteurs de l'élevage des chèvres, des produits laitiers, du piment, des fruits et légumes et des cultures spécialisées telles que l'aloès et le moringa, par le renforcement des capacités et la formation, ainsi que par la réfection des réservoirs d'eau, des routes de desserte et d'autres infrastructures du dernier kilomètre. Reconnaissant la vulnérabilité des ménages dirigés par des femmes et des agricultrices en général, la stratégie du projet en matière d'égalité des genres prévoit un ciblage direct de l'aide pour le jardinage à domicile et la production agricole, ainsi qu'une assistance en matière de marketing et de gestion pour les groupes de femmes qui développent des entreprises rurales. Le SARP renforce également la capacité du personnel du projet et des fournisseurs de services sous contrat (p. ex. les écoles de commerce agricole) à assurer la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation de programmes d'inclusion sociale visant à favoriser l'égalité des genres[12].

SEGMENT 2 – INTERMÉDIAIRE : ENTREPRISE OU INSTITUTION EMPRUNTEUSE

3) MESURES INCITATIVES LIÉES AU RENDEMENT EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Les entreprises emprunteuses, telles que les entreprises du secteur des énergies renouvelables, cherchent autant à parvenir au succès commercial et à élargir leurs activités qu'à produire un nombre accru de kilowattheures d'électricité et à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). L'un des facteurs qu'elles doivent contenir est le coût du financement de leur croissance. Ainsi, la perspective d'un taux d'intérêt moins élevé sur un prêt pour un grand projet est importante pour elles. Le Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques, géré par la Banque interaméricaine de

[11] FIDA, *Semi-Arid Sustainable Development Project*, Brésil, document de conception de projet, Rome, 2019
[12] FIDA, Smallholder Agribusiness and Resilience Project, Sri Lanka, document de conception de projet, Rome, 2019

développement, a testé avec succès un modèle permettant d'utiliser des incitatifs en matière de taux d'intérêt pour obtenir une augmentation du nombre de femmes embauchées pendant la phase de construction d'un projet solaire de grande envergure. Dans le cas du projet solaire Casablanca Giacote en Uruguay, les conditions de l'incitatif prévoyaient une réduction importante du taux d'intérêt si le projet embauchait des femmes pour constituer 15 % de sa main-d'œuvre de construction, une hausse ambitieuse par rapport au taux habituel de 3,5 % pour la représentation des femmes dans le secteur de la construction[13]. Le tableau 6 montre les indicateurs vérifiés qui ont déclenché la réduction du taux d'intérêt.

Ce système, qui est une forme de financement fondé sur les résultats, présente l'avantage supplémentaire de renforcer la réputation de durabilité de l'entreprise emprunteuse. Cela permet à l'entreprise d'obtenir des investissements supplémentaires auprès du segment des marchés financiers qui privilégie un rendement élevé sur le plan des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) de la part des entreprises bénéficiaires potentielles[14].

Tableau 6 – Cibles de réduction des taux d'intérêt, projet solaire Casablanca Giacote, Uruguay

Cibles	Rajustement du taux d'intérêt de C2F
Cible 1.1 : Participation à la main-d'œuvre • Les femmes représentent au moins 15 % du nombre total de travailleurs à chaque site	Réduction permanente de **0,375 %** si les cibles 1.1 et 1.2 sont atteintes*
Cible 1.2 : Part des heures travaillées • Au moins 15 % des heures totales facturées par le sous-traitant sont attribuées à des femmes • Au moins les deux tiers de la somme des heures minimales travaillées attribuées à des femmes sont consacrées à des activités hautement spécialisées	
Cible 2 : Condition relative à l'entrepreneur • Tant le contrat d'ingénierie-approvisionnement-construction (IAC) et le contrat entre l'entrepreneur chargé de l'IAC et le sous-traitant contiennent des dispositions prévoyant une compensation pour l'atteinte des cibles d'emploi	Réduction permanente de **0,375 %** si la cible 2 est atteinte *
**évalué à la fin de la construction*	

Source : Convergence, 2022

[13] Comme l'indique une étude de cas sur l'industrie solaire en Uruguay, « pendant la période de structuration de la transaction Casablanca Giacote, IDB Invest a constaté la faible participation des femmes dans le secteur de la construction, une caractéristique commune de l'industrie exposée tant au niveau régional qu'international. Par exemple, en Uruguay, seulement 3,5 % de tous les emplois dans le secteur de la construction étaient occupés par des femmes, qui sont au contraire représentées de manière disproportionnée dans les secteurs à faible revenu, comme le commerce de détail et la santé »; N. Zelenczuk, « Developing the Solar Market in Uruguay », *Convergence*, IDB Invest et C2F, Toronto, 2022, p. 7.

[14] Pour sa part, le FIC utilise un modèle similaire avec des entreprises spécialisées dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au Mexique et au Brésil.

Dans le cadre d'un autre programme d'incitatif, IDB Invest a accordé un prêt de 36 millions américains sur 15 ans à Central Puerto, une compagnie d'électricité privée, pour développer et exploiter le projet éolien de Castellana en Argentine. C2F fournit 5 millions de dollars américains pour le montage financier de ce parc éolien de 99 MW au sud de Buenos Aires. Le prêt de C2F comprend un mécanisme d'incitatif visant à promouvoir l'égalité des genres dans le secteur de l'énergie éolienne. Depuis 2018, 12 femmes issues des domaines des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques ont participé au programme de stage de l'entreprise. Grâce à la formation des cadres supérieurs sur les préjugés inconscients, 60 % des postes vacants ont été pourvus par des femmes en 2021[15].

En outre, dans le cadre du projet Juazeiro au Brésil, IDB Invest accorde un prêt de 67 millions de dollars américains sur 15 ans à Atlas, une société privée spécialisée dans les énergies renouvelables, pour la conception, la construction, l'exploitation et la maintenance de quatre centrales solaires bifaciales (panneaux à deux faces). C2F contribue à hauteur de 7,5 millions de dollars à ce financement. « À ce jour », rapporte IDB Invest, « le projet a intégré des personnes d'origine africaine et des femmes dans la construction du parc solaire, atteignant une représentation féminine de 10 % dans sa main-d'œuvre[16] », une augmentation marquée par rapport aux niveaux habituels beaucoup plus bas.

Plus récemment, au Costa Rica, C2F a contribué à hauteur de 3 millions de dollars américains au prêt de 20 millions de dollars américains accordé par la BID au groupe Guerrero pour développer et exploiter la Green Park Free Zone, un parc industriel durable. La composante de C2F exige que le projet de parc augmente la diversité de genre dans sa main-d'œuvre pendant les phases de construction et d'exploitation. BID Invest note que : « Le nombre de femmes formées et employées devrait passer de 8 % à 35 %. L'entreprise s'est également engagée à atteindre un pourcentage de femmes employées dans l'encadrement intermédiaire et supérieur et dans des fonctions techniques d'au moins 15 %[17] ».

4) PROGRAMMES D'EMPLOI ET DE FORMATION CIBLÉS

Reconnaissant la priorité accordée par leurs partenaires financiers à l'égalité des genres, certaines entreprises emprunteuses font un effort particulier sur les sites des projets pour former, embaucher et soutenir les femmes dans les emplois non traditionnels comme dans les emplois plus traditionnels. Par exemple, un projet du FCCSP dans l'est de l'Indonésie met en avant le rôle d'une technicienne locale dans l'exploitation et l'entretien après la construction de sa centrale solaire. Dans l'ensemble de leur main-d'œuvre, les entreprises doivent s'assurer résolument que ces opportunités offrent un travail décent, un salaire et des avantages équitables, ainsi que des conditions de travail sûres pour les femmes[18]. En outre, certains secteurs (p. ex. l'hydroélectricité, l'agriculture, les transports, la finance) génèrent intrinsèquement plus d'emplois pour les femmes et les hommes que d'autres (p. ex. le solaire,

[15] IDB Invest, IDB Invest finances, *La Castellana wind project to diversify Argentina's energy matrix* et dernières mises à jour sur le projet
[16] E. Robberechts et J. Serano, *Towards a Fair, Inclusive Transition: Employing Women in Infrastructure Projects*, blogue, IDB Invest, 21 mars 2022.
[17] IDB Invest, IDB Invest, *Green Park Promote a Sustainable Industrial Park, Gender Diversity in Costa Rica*, 8 mars 2022.
[18] Même si tous les efforts ciblés en matière d'emploi et de formation examinés par la présente étude sont fondés sur la structure binaire homme-femme, cette stratégie offre la possibilité d'élargir le concept de genre pour inclure diverses identités de genre, en particulier les personnes LGBTQ, dont les moyens de subsistance pourraient être considérablement améliorés par de bons emplois et des parcours d'emploi dans les projets d'infrastructure climatique.

l'éolien). Dans les secteurs dont le potentiel d'emploi immédiat est limité, certains projets du FCCSP et de C2F/IDB utilisent par exemple des subventions pour soutenir des bourses d'études de niveau tertiaire pour les femmes afin qu'elles puissent étudier dans les domaines des sciences, de la technologie, du génie et des mathématiques et se préparer à participer en tant que professionnelles techniques aux futures initiatives climatiques.

Au Vietnam, la centrale solaire de Di Ma est basée sur un groupe de panneaux solaires flottant sur un réservoir, qui est relié à une centrale hydroélectrique. Avec le FCCSP comme investisseur, l'exploitation solaire flottante fournit de l'électricité à 6 000 familles de la région. Le projet offre une formation aux technologies hydroélectriques et solaires et des possibilités d'emploi pour les femmes dans le domaine de l'entretien et de l'exploitation. DHD, l'entreprise qui met en œuvre le projet, a adopté un plan d'action en faveur de l'égalité des genres qui comprend une sensibilisation aux lieux de travail respectueux. DHD et le syndicat des femmes du district ont organisé des cours de formation conjoints pour les résidents sur l'équité entre les genres et les soins de santé pour les femmes et les enfants, y compris la protection des femmes et des enfants contre le harcèlement et les abus sexuels. Un autre cours parrainé par le projet portait sur l'amélioration des méthodes de plantation et de lutte contre les parasites pour les cultures de cajou et de café. En outre, DHD a également accordé des bourses d'études à 110 étudiants à faibles revenus de la région. Bien que, dans l'ensemble, ce projet soit considéré par la BAD comme ne comportant que quelques éléments liés à l'égalité des genres, ses activités au sein de la communauté ont néanmoins été considérables dans ce domaine[19].

Dans l'est de l'Indonésie, le FCCSP contribue à un financement de 40 millions de dollars américains accordé par la BAD à Vena Energy pour développer et exploiter quatre centrales solaires sur l'île de Lombok. Pour renforcer sa main-d'œuvre locale, Vena propose des formations et des certifications dans le domaine des systèmes d'énergie solaire. Une femme, Fatma, a suivi cette formation avec succès et a été embauchée comme membre de l'équipe de maintenance. « En apprenant les mêmes compétences que mes collègues, dit-elle, j'ai fini par me rendre compte qu'il n'y a pas beaucoup de différence dans ce que nous pouvons faire. Et nous avons une équipe solide ici. Même si très peu de femmes travaillent sur ce site, nous nous soutenons et nous nous respectons mutuellement ». Une autre initiative du projet a consisté à soutenir la formation à l'entrepreneuriat et les conseils commerciaux pour une entreprise de croustilles de manioc appartenant à des femmes sur l'île de Lombok. Le projet soutient l'obtention des permis et la certification de l'entreprise pour lui permettre de vendre ses produits sur les marchés internationaux. Selon la BAD, ce projet dans l'est de l'Indonésie ne comporte que quelques éléments liés à l'égalité des genres, mais ces innovations sont notables[20].

Au Maroc, le FIDA gère le projet de développement rural intégré des montagnes de Taza, d'un montant de 83 millions de dollars américains, qui vise à accroitre durablement les revenus des ménages ruraux dans les zones montagneuses de la province de Taza. Les possibilités d'entreprise et d'emploi prometteuses pour les femmes et les jeunes englobent les chaines de valeur pour les vergers résilients au climat d'amandes, de figues et d'olives, ainsi que la production de miel, soutenue par des réservoirs

[19] Affaires mondiales Canada, *Investir dans l'énergie solaire flottante au Vietnam*, Ottawa, 16 décembre 2021.
[20] Voir Banque asiatique de développement, Projet d'énergie renouvelable dans l'est de l'Indonésie II, série de vidéos intitulée *Power and Empower : Improving Lombok Women's Lives by Investing in Clean Energy*, Manille, 2021.

d'eau et des réseaux de routes rurales restaurés. Le projet permet à 3 000 femmes locales parmi les plus pauvres de renforcer leurs compétences commerciales grâce à un programme d'alphabétisation fonctionnelle. D'autres femmes de la zone du projet acquerront de nouvelles compétences en gestion et en finance grâce à la formation commerciale dispensée aux PME dirigées par des hommes, aux coopératives et aux entreprises sociales dans lesquelles elles travaillent ou sont membres. Le projet s'inscrit dans le cadre national du Plan Maroc Vert[21].

5) POLITIQUES D'APPROVISIONNEMENT

Les entreprises emprunteuses peuvent décider d'encourager les petites et moyennes entreprises (PME) locales dirigées par des femmes à fournir des biens et des services aux projets climatiques. Cela peut se faire par le biais de politiques d'approvisionnement qui accordent des points de bonus aux PME dans les appels d'offres ou par la fixation de quotas (c'est-à-dire l'établissement d'un pourcentage de biens et de services qui doivent être fournis par des PME locales dirigées par des femmes). Contrairement aux autres stratégies d'intensification du changement en matière d'égalité des genres discutées ici, il y a peu de preuves que les projets du portefeuille de financement climatique du Canada utilisent l'approvisionnement pour faire progresser l'égalité des genres, bien que la Banque asiatique de développement s'y intéresse de près et travaille à promouvoir cette voie. Les mesures incitatives, l'échange de connaissances et la formation peuvent tous être utilisés pour permettre à un large éventail de politiques et de pratiques d'approvisionnement en faveur de l'égalité des genres de se développer dans l'ensemble du portefeuille.

6) POLITIQUES ET PRATIQUES ORGANISATIONNELLES

Il existe quelques cas dans le portefeuille où les entreprises emprunteuses ont pleinement adopté l'égalité des genres dans leurs politiques et pratiques organisationnelles, leurs structures organisationnelles et leurs processus décisionnels. Deux cas impressionnants proviennent du secteur financier en Asie : IIFL Home Finance en Inde, un projet du FCCSP, et XacBank en Mongolie, qui est partenaire du Fonds vert pour le climat. Ces sociétés financières ont mis en place des politiques et des orientations sur l'intégration de la dimension de genre, une représentation accrue des femmes dans les équipes de direction et les conseils d'administration, un recrutement et une formation du personnel tenant compte de la dimension de genre, des produits financiers ciblés pour les femmes et les PME, ainsi qu'un apprentissage et une gestion adaptative continus. Dans les deux cas, un modèle d'entreprise revitalisé et un soutien solide de la part des dirigeants ont été des facteurs clés. Un troisième exemple est le fonds ÉcoEnterprises III, propriété de FinDev Canada, qui finance des entreprises basées sur la biodiversité en Amérique latine et qui donne la priorité aux PME, à l'équité salariale et aux emplois pour les femmes.

Le programme de prêts pour les maisons écologiques destiné aux femmes de IIFL Home Finance, en Inde, est un projet qui a permis de réaliser un changement organisationnel complet en faveur de l'égalité des genres, de haut en bas et dans toute sa structure. Les prêts récemment approuvés, soit 10 millions de dollars américains du FCCSP, et 58 millions de dollars américains des ressources ordinaires de la Banque asiatique de développement, permettront à IIFL Finance d'accorder 6 000 prêts à des

[21] FIDA, Projet de développement rural intégré en zones de montagne du pré-Rif de Taza, rapport de conception de projet, Rome, 2019.

emprunteuses pour construire quelque 12 000 logements écologiques afin de remédier à la grave pénurie de logements urbains abordables en Inde. Tous les promoteurs immobiliers impliqués dans le programme reçoivent une formation sur l'égalité des genres. En outre, IIFL utilise des pratiques de recrutement visant à favoriser l'égalité des genres pour atteindre 51 % de femmes dans deux branches locales, avec une expansion probable de ce modèle en Inde. En 2021, le projet a remporté le prix *ADB Shireen Lateef Gender Equality Operations* pour le meilleur projet dont la conception tient compte de la dimension de genre pour les opérations non souveraines / du secteur privé. Il est également classé par la BAD comme un projet ayant pour thème l'équité entre les genres, le classement le plus élevé de la Banque en matière d'égalité des genres[22].

SEGMENT 3 – EN AMONT/AU DÉBUT : INSTITUTION PRÊTEUSE

7) POLITIQUES ET PRATIQUES APPROUVÉES PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les conseils de gouvernance sont des lieux de débats et de prise de décisions. Le Canada est depuis longtemps un actionnaire ou un bailleur de fonds, ainsi qu'un membre des conseils d'administration, des banques multilatérales de développement et des fonds multilatéraux faisant partie de son portefeuille climatique. Depuis cinq ans, le travail du Canada au sein de ces conseils est guidé par sa Politique d'aide internationale féministe du Canada, qui a renforcé sa volonté de faire progresser l'égalité des genres dans ces organismes. Par exemple, en 2021-2022, à titre de coprésident du conseil du Fonds vert pour le climat, le Canada a réussi à renouveler la politique relative à l'égalité des genres de ce fonds, qui ne constituait pas une priorité pour tous les membres du conseil. Le Canada peut et devrait en faire davantage au sein des conseils d'administration pour faire progresser les politiques et les pratiques de ses organismes partenaires dans l'objectif d'accroitre l'égalité des genres par l'entremise du financement climatique. Premièrement, les administrateurs et ambassadeurs canadiens auprès de ces institutions, ainsi que les autres représentants d'AMC siégeant à leurs conseils d'administration, devraient être renseignés sur toute la gamme de stratégies de mise à l'échelle analysées dans le présent document. Deuxièmement, le Canada devrait travailler de concert avec d'autres membres des conseils pour faire avancer le dossier relatif à l'égalité des genres dans le contexte de l'action climatique. Dans les BMD et les fonds multilatéraux, les membres des conseils qui pourraient être des alliés proviennent de différents endroits, comme l'Union européenne, les Pays-Bas, la France, l'Indonésie, le Mexique, l'Afrique du Sud, la Suède et d'autres pays nordiques, le Royaume-Uni et les États-Unis.

8) FONDS D'INVESTISSEMENT CLIMATIQUE AXÉS SUR LES FEMMES

Les fonds d'investissement climatiques canadiens axés sur les femmes comptent une riche expérience (particulièrement le C2F en Amérique latine et le FCCSP en Asie) qui s'avère utile pour le portefeuille dans son ensemble. Comme les femmes constituent une priorité claire dans les phases actuelles de ces fonds, les équipes gérant ces fonds sont déterminées à intégrer l'égalité des genres non seulement dans la structure de leurs prêts pour les projets, mais aussi dans leurs propres méthodes de travail internes. En outre, dans des examens et des blogues, des membres de l'équipe en ont profité pour se pencher sur les méthodes qui fonctionnent pour favoriser des changements au bénéfice des femmes. Tous ces facteurs stimulent l'apprentissage au sein d'Affaires mondiales Canada. Cependant, peut-être que ces

[22] Unité des opérations du secteur privé de la BAD, Intégrer l'égalité des genres dans les activités du secteur privé, réunion annuelle d'AMC, du FCCSP et du FCCSP II, Ottawa, 15 juin 2022.

fonds ciblés pourraient maintenant chercher à discuter plus souvent de ce qui ne fonctionne pas, selon leurs constatations, et à intensifier leurs efforts pour reproduire ce qui fonctionne dans l'ensemble de leur portefeuille et de leur organisation. Cette observation ne vise aucunement à minimiser les accomplissements et les apprentissages importants d'autres organismes partenaires qui n'administrent pas de fonds ciblés en soi. En fait, certains fonds, comme le FIC, le FIDA et le FVC, s'inscrivent dans des cadres stratégiques solides sur le plan de l'égalité des genres.

9) ÉQUIPES D'INVESTISSEMENT INTÉGRANT L'ÉGALITÉ DES GENRES

Une caractéristique marquante du C2F et du FCCSP réside dans l'étroite collaboration intégrée entre les spécialistes des finances, de l'administration et de l'égalité des genres en ce qui a trait à la gestion de ces fonds, ainsi qu'aux mesures visant à favoriser l'innovation et l'obtention de résultats. En fait, le respect pour l'expertise d'autrui, l'enchainement réfléchi des contributions et l'attachement manifeste à poursuivre les réalisations, à apprendre et à s'améliorer de manière continue font partie des forces de ces équipes. Il est vrai qu'elles militent vigoureusement pour leurs propres modèles et cadres, et qu'elles travaillent sans relâche pour rehausser l'image de leur organisation. Néanmoins, la façon intégrée dont elles mènent leurs activités quotidiennes semble établir partout une nouvelle norme en ce qui concerne l'égalité des genres dans le contexte du financement climatique.

10) MÉCANISMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE AU NIVEAU MÉSO

La question de savoir comment les organismes prêteurs peuvent se servir de l'innovation ou des résultats découlant d'un seul projet pour apporter de vastes changements à l'échelle de l'organisation est un point crucial. Trois organismes partenaires mettent actuellement à l'essai une réponse possible à cette question, à savoir ce qu'on peut appeler des mécanismes d'assistance technique au niveau méso[23]. Comme l'illustre la figure 11, le mécanisme de transformation de la dynamique femmes-hommes du FIDA vise à accompagner et à encourager les gouvernements partenaires afin qu'ils soient en mesure « d'obtenir de réelles transformations sur le plan de l'égalité femmes-hommes dans l'agriculture, de renforcer la résilience face aux changements climatiques et d'améliorer le bien-être des populations rurales ». Le Programme d'innovation en aide internationale d'AMC appuie le groupe de travail sur l'égalité des genres de GuarantCo pour venir en aide à sa société mère, le Private Infrastructure Development Group (PIDG), afin de renforcer sa capacité à promouvoir l'égalité des genres à l'échelle de l'organisation, des projets et de la clientèle. En outre, le Mécanisme d'élimination progressive du charbon dirigé par les femmes, qui s'inscrit dans l'initiative pour la transition accélérée du charbon du Fonds d'investissement climatique, « vise à favoriser le leadership des femmes en matière de climat et leur participation efficace » à cette initiative. Pour ces mécanismes et pour d'autres qui sont financés par des subventions et mis en œuvre dans l'ensemble de l'organisation, le Canada devrait déterminer la pertinence et la faisabilité de leur conception; participer à la mise à l'essai et au perfectionnement de

[23] Dans le cas présent, le « niveau méso » renvoie au mandat du mécanisme dans l'ensemble de l'organisation, y compris les services, les programmes et les portefeuilles; le mécanisme ne vise pas le niveau « macro », à savoir la politique organisationnelle, ni le niveau « micro », à savoir les projets, les prêts subsidiaires, les entreprises ou les communautés.

ces mécanismes, ainsi qu'à la collecte de fonds; et augmenter son appui au fil du temps en fonction de preuves crédibles de leur rendement.

Figure 11 – Mécanismes d'assistance technique au niveau méso

8.2. Stratégies pour mobiliser les investissements du secteur privé

Il demeure difficile pour les gouvernements, les banques de développement et les organismes de bienfaisance de mobiliser des capitaux *privés* à l'appui du développement durable. La communauté internationale continue d'apprendre à le faire dans les domaines de la finance durable, du financement mixte et de l'investissement à retombées sociales. Le portefeuille de financement climatique du Canada comprend un sous-ensemble de projets novateurs qui montrent trois moyens concrets de mobiliser les investissements du secteur privé pour réaliser des initiatives liées au climat dans les économies en développement : co-investissement, réduction des risques et émission d'obligations.

1) CO-INVESTISSEMENT

Mécanisme de transformation de la dynamique femmes-hommes

« Le **Mécanisme de transformation de la dynamique femmes-hommes** dans le cadre de l'adaptation climatique accompagne les gouvernements partenaires du FIDA et les encourage à accroitre leurs investissements, leurs capacités et leurs activités afin d'obtenir de réelles transformations des rapports femmes-hommes à l'échelle locale dans les zones rurales. D'ici à 2030, le Mécanisme entend donner à plus de 20 millions de rurales et de ruraux, dans le cadre de 27 projets et dans 20 pays, les moyens d'obtenir de réelles transformations sur le plan de l'égalité femmes-hommes dans l'agriculture, de renforcer la résilience face aux changements climatiques et d'améliorer le bien-être des populations rurales. »
FIDA, 2021

Groupe de travail sur l'égalité des genres de GuarantCo

Le **groupe de travail sur l'égalité des genres** de GuarantCo aide le PIDG à mettre en œuvre son plan d'action relatif à l'égalité des genres. « Le groupe de travail se veut une ressource pratique pour l'équipe élargie qui cherche à améliorer l'égalité des genres : a) à l'échelle de l'organisation; b) à l'échelle des projets; c) à l'échelle de la clientèle. Le bénéficiaire doit s'assurer d'avoir les capacités et les ressources humaines nécessaires pour respecter et surveiller en continu ses engagements en matière d'égalité des genres. »
Entente du PIAI avec le PIDG, 2021

Mécanisme d'élimination progressive du charbon dirigé par les femmes

« Le financement accordé récemment par le Canada au **Mécanisme d'élimination progressive du charbon dirigé par les femmes**, qui s'inscrit dans l'initiative pour la transition accélérée du charbon du Fonds d'investissement climatique, contribuera à favoriser le leadership des femmes en matière de climat et leur participation efficace à la conception et à la mise en œuvre de projets de transition du charbon vers les énergies propres, dans lesquels les femmes sont traditionnellement marginalisées. »
Fonds d'investissement climatique, 2022

L'une des stratégies de mobilisation de capitaux privés consiste à faire participer le partenaire privé dès le départ à titre de co-investisseur, voire de co-investisseur principal. Le soutien que le Fonds vert pour le climat apporte à XacBank en Mongolie, une institution financière commerciale comptant 1 million de clients, est un exemple des plus intéressants de cette façon de faire. Pour financer le programme de prêt pour les PME visant à réduire les émissions de GES, le Fonds vert pour le climat a versé 20 M$ et XacBank a versé 40 M$, à savoir les deux tiers du capital. Les prêts sont destinés aux entreprises offrant des produits ou des services (p. ex. panneaux solaires, gestion des déchets, etc.) réduisant les émissions de GES de 20 % ou aux entreprises modifiant leurs propres opérations pour réduire leurs émissions de ce pourcentage. Le programme octroie des prêts en priorité aux PME appartenant à des femmes ou dirigées par des femmes, et offre aux entreprises appartenant à des femmes un taux d'intérêt légèrement inférieur sur leurs prêts, comme l'illustre le tableau 7, en tugriks de Mongolie (MNT) et en dollars américains (USD). Plus précisément, XacBank offre aux micro, petites et moyennes entreprises

(MPME) dirigées par des femmes le taux d'intérêt le plus bas si elles respectent l'une des conditions suivantes : au moins 40 % des employés sont des femmes; 51 % de l'entreprise appartient à des femmes; 30 % des membres de la haute direction sont des femmes. En 2022, les femmes représentent le tiers de l'équipe de direction de XacBank. Cette banque appartient à une société de portefeuille dont les actionnaires sont des organismes de bienfaisance, des banques de développement, ainsi que des entreprises privées et des particuliers locaux et étrangers. Par exemple, la Banque Nationale du Canada est un actionnaire international important de XacBank.

Tableau 7 – Conditions du prêt aux PME pour le programme de réduction des émissions de GES, XacBank

Conditions du prêt		Prêt à l'entreprise				Commission	
Devise		MNT		USD		MNT	USD
		Mensuel	Annuel	Mensuel	Annuel		
Taux d'intérêt mensuel	N'importe quelle entreprise	1,25 %	15,00 %	0,85 %	10,20 %	1 %	0,5 %
	MPME dirigées par des femmes	1,20 %	14,40 %	0,75 %	9,00 %		
Période d'emprunt		Jusqu'à cinq ans					

Source : XacBank, 2022

2) RÉDUCTION DES RISQUES

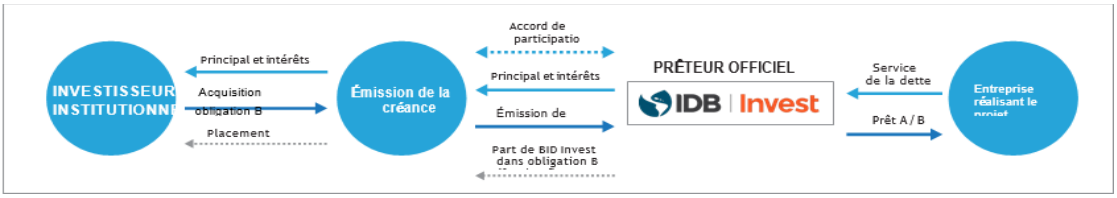
La réduction des risques est une autre stratégie permettant de mobiliser des investissements privés à l'appui de projets relatifs au climat. Cette pratique consiste à utiliser des fonds publics pour démontrer la viabilité de l'analyse de rentabilité d'une initiative afin qu'elle puisse ensuite attirer des capitaux privés pour financer des phases supplémentaires. BID Invest a utilisé cette solution pour refinancer les phases opérationnelles de trois projets solaires en Uruguay. Les entreprises emprunteuses dans ces projets – La Jacinta, Natelu Yarnel et Casablanca Giacote – avaient toutes des baux à long terme du gouvernement pour exploiter les centrales solaires. Les trois projets étaient également financés en partie par C2F, le Fonds climatique canadien. Les phases de construction de chacun de ces projets se sont échelonnées sur plusieurs années; BID Invest a alors restructuré son financement au moyen d'un outil d'obligations (voir ci-dessous) conçu pour les grands investisseurs, particulièrement les sociétés d'assurance-vie, comme MetLife Asset Management. Le financement public et le financement mixte ont joué un rôle crucial au cours de la phase de construction et ont ouvert la voie en ce qui a trait à l'intérêt des investisseurs en général envers la phase opérationnelle[24].

3) ÉMISSION D'OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS

L'outil qu'ont utilisé la BID, C2F et d'autres partenaires de financement ayant pris part à l'accumulation de capitaux pour ces projets est un élément important du contexte entourant le refinancement des trois projets d'énergie solaire en Uruguay. Il s'agissait des obligations « A/B » de la BID, que l'organisme avait déjà utilisées pour refinancer un grand projet d'énergie éolienne en Uruguay. La figure 12 illustre qu'une structure ad hoc a servi à émettre un billet de premier rang, l'obligation, à de grands investisseurs dans

[24] Voir N. Zelenczuk, « Developing the Solar Market in Uruguay: A Case Study », *Convergence*, BID Invest et C2F, Toronto, 2022.

le marché financier, qui a ensuite servi à financer le nouveau prêt à l'entreprise emprunteuse. Les paiements du principal et des intérêts sur le prêt étaient acheminés par l'entremise de BID Invest pour le remboursement de l'obligation. La valeur des obligations était élevée. L'obligation A/B de La Jacinta, acquise par l'entremise d'un placement privé effectué par une société d'assurance-vie, était évaluée à 58,6 M$ (voir le tableau 8). MetLife a acquis l'obligation Natelu Yarnel pour 27 M$. En outre, la tranche du financement à des conditions de faveur de CF2 a été essentielle pour faire en sorte que les obligations soient jugées de bonne qualité pour l'investissement. Une étude de cas sur l'expérience comprenait le commentaire suivant : « Le capital que C2F a apporté à des conditions de faveur a été essentiel, car il a permis de combler l'écart et de faire en sorte que le profil de risque et le dossier de crédit de l'emprunteur répondent aux attentes des grands investisseurs[25]. »



Source : BID, C2F et Zelenczuk, 2022

Figure 12 – Structure de l'emprunt obligataire A/B

[25] N. Zelenczuk, *Ibid*., 2022, p. 15 [TRADUCTION].

Tableau 8 – Obligation A/B de La Jacinta

Obligation A/B de La Jacinta				
Source	**Montant** (M$)	**% du financement**	**Traitement de faveur initial de C2F** (réduction)	**Durée**
Prêt A de BID Invest	7,2	10	–	25 ans
Obligation B	BID – 3,1 Détenteur de l'obligation – 58,6	90	–	25 ans
Prêt de C2F (initial)	23,98 restants	-	Modifié à +50 points de base	Modifiée à 22 ans
Coût total du projet	**68,9 M**			

Source : BID, C2F et Zelenczuk, 2022

9. Autres questions

Outre les constatations résumées plus tôt, d'autres questions méritent de retenir l'attention des gestionnaires du portefeuille de financement climatique du Canada dans leurs efforts pour faire progresser l'égalité des genres tout en atténuant les changements climatiques. En voici six **:**

QUESTION 1 : COMMENT PEUT-ON ACCROITRE LA CAPACITÉ DE PRÊT DES BMD AFIN DE PRODUIRE DES RÉSULTATS POUR LES FEMMES DANS LE CONTEXTE DE L'ACTION CLIMATIQUE DANS LES PAYS À FAIBLE REVENU?

À l'heure actuelle, les parties aux CRNC du Canada liées au financement climatique (AMC et ses partenaires des BMD et des fonds multilatéraux, ainsi que le ministère des Finances et le Conseil du Trésor du Canada) doivent respecter les lignes directrices strictes des banques multilatérales en matière de prêt, qui, entre autres, privilégient généralement les économies à revenu moyen par rapport aux économies à faible revenu, en partie comme mesure de gestion du risque pour s'assurer que les BMD maintiennent leur cote de crédit AAA.

Toutefois, en 2022, la présidence indonésienne du G20 a publié un rapport rédigé par un groupe d'experts éminents intitulé « Boosting MDBs' Investment Capacity » (Renforcer la capacité d'investissement des BMD)[26], soutenant que les actionnaires des banques multilatérales de

[26] G20, *Boosting MDBs' investing capacity: An Independent Review of Multilateral Development Banks' Capital Adequacy Frameworks*, rapport publié sous la présidence indonésienne du G20 de 2022 avec le soutien de la présidence italienne du G20 de 2021, 2022; un nouveau rapport de l'OCDE exhorte les actionnaires des BMD à réformer leurs systèmes de gouvernance et d'incitation afin de mobiliser davantage de capitaux privés par le biais de financements mixtes dans les pays à faible revenu; voir OCDE, *Making Private Blended Work for the SDGs*, Paris, 2022; en outre, en octobre 2022, les fondations Gates, Open Society et Rockefeller ont lancé un fonds d'encouragement de 5,25 millions USD, qui s'arrime au rapport du G20, afin de fournir des subventions pour débloquer plus rapidement davantage de fonds des BMD pour atteindre les ODD.

développement ont la possibilité et le pouvoir de gouvernance de réformer les cadres d'adéquation des fonds propres et la propension à prendre des risques des BMD d'une manière coordonnée qui répond aux exigences internes et statutaires ainsi qu'à la surveillance des agences de notation. Cet effort de réforme « pourrait ajouter à moyen terme plusieurs centaines de milliards de dollars de marge de manœuvre supplémentaire dans le portefeuille des BMD incluses dans cet examen, selon l'étendue et l'ampleur de la mise en œuvre, tout en posant un risque supplémentaire minimal pour leur stabilité financière. Les risques de l'inaction sont bien plus grands[27] ». Du point de vue de la promotion des droits des femmes dans le portefeuille de financement climatique du Canada, il est dans l'intérêt du Canada de soutenir ce processus de réforme. Des millions de femmes, en particulier dans les pays à faible revenu, bénéficieraient de l'augmentation conséquente de la capacité de prêt des BMD.

QUESTION 2 : LES RENTRÉES DE FONDS ASSOCIÉES AUX CRNC POURRAIENT-ELLES ÊTRE RÉINJECTÉES DANS D'AUTRES PROJETS?

L'utilisation du financement canadien en vue de produire des changements importants pour les femmes dans le contexte de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets est assujettie à une autre contrainte. En effet, les organismes centraux exigent que toutes les rentrées de fonds associées au remboursement de prêts doivent être acheminées par la BMD vers AMC, puis versées dans le Trésor canadien, ce qui empêche la BMD de disposer de fonds renouvelables qui pourraient être utilisés pour d'autres projets et prêts subsidiaires pour le climat. Cette pratique se justifie en partie par le fait que la réutilisation des rentrées de fonds pour émettre de nouveaux prêts à des conditions de faveur pourrait en fait exposer plusieurs fois à des risques les fonds des contribuables canadiens. Toutefois, en même temps, si le nécessaire était fait pour assurer une saine gestion et une conduite prudente, les fonds des contribuables canadiens pourraient être réutilisés à plusieurs reprises pour produire des vagues successives de *résultats sur le plan de développement* importants pour les femmes et pour le climat. Même s'il faudra une certaine dose d'efforts pour trouver un juste équilibre entre ces différents facteurs et ces intérêts, il n'est pas impossible d'y parvenir.

QUESTION 3 : QUELS PROBLÈMES DE CHAINE D'APPROVISIONNEMENT SE CACHENT DANS VOTRE PORTEFEUILLE?

En 2021-2022, la Société de financement du développement des États-Unis (Development Finance Corporation ou DFC) a décidé de suspendre des investissements dans l'énergie solaire d'une valeur d'environ 1 milliard de dollars américains pendant un an, après avoir découvert que le polysilicium, un élément important des panneaux solaires, était fabriqué dans la province chinoise du Xinjiang au moyen du travail forcé. Pour faire face à cette situation, la DFC a mis en place une politique des droits de la personne à l'égard des chaines d'approvisionnement, interdit certains fournisseurs, recherché activement des fabricants de panneaux solaires en dehors de la Chine et trouvé un autre élément, le tellurure de cadmium, qui remplace le polysilicium dans le processus de production des panneaux[28]. La DFC a maintenant repris son programme d'investissement dans l'énergie solaire. Cet épisode est le signe qu'Affaires mondiales Canada doit faire pression pour que la chaine d'approvisionnement soit transparente et responsable dans toutes ses CRNC avec ses partenaires et pour exiger l'application des

[27] G20, *Ibid*., 2022, p. 51 [TRADUCTION].
[28] Voir A. Saldinger, « DFC faces China forced-labor challenges with solar investments », *Devex*, 17 mai 2022.

normes internationales en matière de droits de la personne et de travail dans tous les processus d'approvisionnement de son portefeuille de financement climatique.

QUESTION 4 : PEUT-ON NÉGOCIER DES CRNC AVEC LES GRANDES ONG?

La réponse générale est « oui ». Un nombre restreint de grandes ONG ayant de solides antécédents en matière de gestion financière et de résultats de développement pourraient gérer des CRNC de 10 à 15 ans de l'ordre de 30 à 50 millions de dollars, en particulier celles qui ont des liens étroits avec un groupe de services financiers ou d'investissement. Parmi les exemples, citons BRAC (qui, en plus d'être la plus grande ONG du monde, gère sa propre banque et ses activités de paiement en ligne) au Bangladesh et Pro Mujer, qui exerce des activités dans toute l'Amérique latine. Les ONG canadiennes qui pourraient être prises en considération sont MEDA, qui travaille en étroite collaboration avec la société d'investissement Sarona; le Mouvement Desjardins et sa branche du développement international à but non lucratif; et l'EUMC, un solide partenaire de mise en œuvre ayant une expérience en matière d'investissement à retombées sociales. Parmi leurs avantages, les ONG travaillent plus près du terrain, donnent la priorité aux résultats du développement et ont généralement des frais généraux modérés. Le risque d'échec de ces organisations constitue leur principal inconvénient, bien qu'il soit très peu probable qu'une telle situation se produise. La question qui se pose à AMC est de savoir quelles seraient les exigences du ministère des Finances et du Conseil du Trésor qu'il faudrait satisfaire afin que ceux-ci acceptent d'envisager ces partenaires en tant qu'exécutants d'une CRNC. Une autre question concerne la mesure dans laquelle les banques sociales comme la banque néerlandaise Triodos, les grandes sociétés à but lucratif ou les organisations caritatives, comme la fondation Mastercard en Afrique, pourraient également jouer ce rôle. Là encore, la réponse est « oui »; elles pourraient effectivement jouer un tel rôle, avec prudence et efficacité.

QUESTION 5 : COMMENT LES ONG ET LES OSC POURRAIENT-ELLES UTILISER LES SUBVENTIONS POUR ÉTENDRE ET APPROFONDIR LES CHANGEMENTS PORTEURS DE TRANSFORMATION POUR LES FEMMES DANS LE DOMAINE DU FINANCEMENT CLIMATIQUE?

Les ONG de développement et de défense des droits des femmes et les organisations de la société civile (OSC) pourraient utiliser les subventions pour pousser tous les acteurs à élargir et à approfondir les changements porteurs de transformation pour les femmes aux niveaux national, institutionnel, du fonds et du projet ou du sous-projet, du district et de la communauté dans le portefeuille de financement climatique du Canada. Ces organisations ont une bonne connaissance de la transformation de la dynamique pour les femmes dans les contextes où elles exercent des activités, ont de solides compétences en matière de plaidoyer et de développement des capacités et possèdent souvent de l'expérience en gestion de subventions et de projets. Cependant, certaines ONG de développement et de défense des droits des femmes et OSC peuvent avoir des lacunes en matière de finances ou d'investissement ou peuvent en fait être généralement opposées aux projets d'infrastructure à grande échelle dans leurs régions. Il est également intéressant d'examiner les rôles potentiels que les groupes de réflexion du Sud ou les unités d'études sur les retombées sociales ou le genre dans les universités du Sud pourraient jouer dans les programmes de subventions visant à accélérer et à élargir les changements porteurs de transformation pour les femmes dans le financement climatique.

QUESTION 6 : COMMENT ET QUAND LE CONCEPT DU GENRE DANS LE FINANCEMENT CLIMATIQUE S'ÉLARGIRA-T-IL POUR INCLURE L'IDENTITÉ DE GENRE?

Comme le rapporte un récent article de journal : « Les preuves sont claires et démontrent que les entreprises sont plus performantes lorsque les employés représentent des expériences diverses et se sentent en sécurité et inclus, ce qui s'étend sûrement à toute une gamme d'identités de genre et de sexualités[29] ». Alors que les personnes LGBTQ+ sont encore criminalisées dans de nombreux pays d'Afrique, des Caraïbes et d'ailleurs, les personnes de diverses identités de genre ont vu leur statut dépénalisé dans 24 des 33 nations d'Amérique latine, y compris par des protections constitutionnelles ou législatives contre la discrimination dans 11 pays[30]. Bien que les opposants au mouvement LGBTQ+ organisent des réactions à l'encontre de ces tendances, il est probable que les libertés liées à l'identité de genre s'étendent et s'approfondissent dans le monde entier au cours des 25 prochaines années. Comment le portefeuille de financement climatique du Canada va-t-il réagir?

10. Recommandations

10.1. Principes et orientations

Il ne sera ni simple ni facile de réaliser l'ambition du Canada en matière d'égalité des genres dans le financement climatique. Avant tout, pour réussir, ce parcours doit avoir *un sens précis*. Il doit également être *maintenu* sur une longue période. Les constatations issues de la présente évaluation indiquent que les personnes qui mènent ce cheminement devraient adhérer à un ensemble de principes directeurs. Comme le montre l'encadré 1, au cœur de ces principes se trouvent l'obtention de données utilisables, l'amélioration continue, les connaissances locales et l'accélération des résultats importants obtenus pour les femmes. En outre, les *orientations* de ce parcours devraient être définies en fonction d'une intégration plus profonde et étendue de l'égalité des genres et des changements porteurs de transformation pour les femmes, d'une augmentation de l'investissement dans les pays à faible revenu, d'un déploiement accéléré du capital et d'une utilisation accrue des alliances pour susciter un changement réel dans tous les segments de la chaine d'investissement (voir l'encadré 2).

[29] T. Subramanian, A. Muirow et J. Anderson, « Evolving the gender analysis in gender lens investing: moving from counting women to valuing gendered experience », *Journal of Sustainable Finance and Investment*, vol. 12, nº 3, 2022, p. 684 à 703.
[30] G. Farrell, *The State of LGBTQ+ Rights in Latin America*, Wilson Center, Washington (D.C.), 2021 [TRADUCTION].

Encadré 1 : Principes à suivre dans le parcours à venir

Principes
• Constituer une base de données probantes exploitables et les utiliser • Assurer l'amélioration continue • Privilégier les connaissances locales et les champions locaux • Accélérer les résultats importants en matière d'égalité des genres • Valoriser à la fois les extrants et les résultats • Utiliser en tout temps tous les leviers d'influence • Affirmer et soutenir le leadership canadien dans la sphère publique mondiale

Encadré 2 : Orientations à suivre

Orientations
• Viser une *intégration de l'égalité des genres* dans 80 % des projets du portefeuille • Faire en sorte que 20 % des projets du portefeuille soient classés comme porteurs de transformation pour les femmes • Passer des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure aux pays à faible revenu • Passer des innovations aux premières étapes aux retombées sociales vérifiables en aval auprès des intervenants clés sur le terrain • Passer d'un rythme modéré à un rythme accéléré dans le déploiement du capital • Passer de la distance avec les intervenants locaux à la proximité et aux échanges directs • Passer de l'exercice d'une influence individuelle à un effet de levier au moyen d'alliances élargies et de communautés de praticiens • Passer de la collaboration avec des institutions publiques à celle avec des entreprises privées et des investisseurs institutionnels • Passer d'un renforcement informel des capacités à un renforcement officiel des capacités

10.2. Recommandations

Compte tenu des constatations dont il est fait état ici, il est recommandé que la Direction du financement climatique d'AMC et ses alliés au sein du Ministère et des organismes de prêt partenaires prennent 10 mesures pour accélérer, approfondir et élargir les changements importants pour les femmes dans le contexte du portefeuille de financement climatique du Canada :

RECOMMANDATION 1 : ÉTABLIR UNE FEUILLE DE ROUTE POUR ATTEINDRE LA CIBLE DE 80 %

Le problème : Il n'existe pas de plan détaillé qu'AMC pourrait suivre afin d'atteindre la cible de 80 % des projets d'investissements visant à favoriser l'égalité des genres, alors même qu'il augmente le portefeuille de financement de l'action climatique, au moyen de subventions et de contributions remboursables, pour atteindre 5,3 milliards de dollars d'ici 2026. Et il n'y a pas de plan pour obtenir des résultats encore plus solides grâce à un changement transformateur en matière d'égalité des genres pour les groupes et les personnes ciblés et les plus vulnérables.

Mesure recommandée : La Direction du financement climatique devrait charger une équipe interne d'élaborer une feuille de route complète et applicable, assortie de méthodes et de cibles, pour atteindre la proportion de 80 % visée, de même que l'objectif d'investissement de 5,3 milliards de dollars d'ici 2026. La feuille de route devrait aussi inclure la voie à suivre pour faire en sorte que, à terme, 20 % des projets du portefeuille soient classés comme porteurs de transformation pour les femmes. Il faudra peut-être de 10 à 15 ans pour atteindre ce dernier objectif.

RECOMMANDATION 2 : UTILISER EN TOUT TEMPS L'ENSEMBLE DES LEVIERS

Le problème : Bien que l'innovation en matière d'égalité des genres soit considérable dans le portefeuille de financement climatique du Canada, les résultats obtenus ne sont pas suffisamment profonds ou vastes, et leur rythme est trop lent.

Mesure recommandée : La Direction du financement climatique devrait informer et former les chefs d'équipe et les spécialistes de l'égalité des genres qui gèrent les CRNC – en collaboration avec les équipes d'investissement et les experts en égalité des genres des organisations partenaires, ainsi que les ambassadeurs et ambassadeurs canadiens auprès des banques multilatérales de développement et des fonds multilatéraux – afin d'exiger d'eux qu'ils utilisent tous les leviers à leur disposition pour accélérer, approfondir et élargir les changements au bénéfice des femmes. Cela devrait inclure une mobilisation à différents niveaux à tous les points de la chaine d'investissement, ce qui comprend les organisations de femmes, les ménages, les sociétés emprunteuses et les institutions prêteuses.

RECOMMANDATION 3 : ACCROITRE LE RECOURS AUX MESURES INCITATIVES LIÉES AU RENDEMENT EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Le problème : Grâce aux efforts du Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques (C2F) et de BID Invest, on en sait beaucoup sur la façon de structurer, de suivre et de mettre en œuvre des mesures incitatives liées au rendement en matière d'égalité des genres, qui peuvent orienter les politiques et les pratiques d'embauche et de ressources humaines des entreprises, en particulier (mais pas seulement) dans les phases de construction des grands projets. Cependant, cette approche n'a pas encore été adoptée par d'autres banques multilatérales de développement ou fonds multilatéraux.

Mesure recommandée : La Direction du financement climatique, en collaboration avec le C2F et BID Invest, devrait proposer une série de webinaires sur les méthodes permettant d'intégrer dans les prêts de projets des mesures incitatives liées au rendement en matière d'égalité des genres, ainsi que de suivre et vérifier l'atteinte des cibles fixées pour la baisse des taux d'intérêt et d'autres incitatifs importants. Cette série de webinaires devrait s'adresser aux équipes d'investissement et aux spécialistes du genre dans d'autres organisations partenaires actives en Asie, en Afrique et ailleurs.

RECOMMANDATION 4 : DYNAMISER L'APPRENTISSAGE INTERENTREPRISES ET DIFFUSER L'INNOVATION

Le problème : Les innovations des sociétés emprunteuses restent généralement au niveau du projet ou du prêt subsidiaire et sont rarement partagées au sein des institutions, et encore moins entre elles. Cette fragmentation, ou cet isolement, de l'innovation limite les possibilités d'appliquer à plus grande échelle et de reproduire des résultats importants en matière d'égalité des genres.

Mesure recommandée : En collaboration avec ses institutions partenaires et des entreprises sélectionnées qui ont fait preuve d'engagement et d'innovation en matière d'égalité des genres dans les projets climatiques, la Direction du financement climatique devrait organiser une série d'ateliers au cours desquels des dirigeants d'entreprise et des spécialistes présenteront leurs politiques, leurs pratiques et leur rendement à l'appui d'une plus grande égalité des genres dans le contexte de l'atténuation des changements climatiques et de l'adaptation à leurs répercussions. De tels ateliers pourraient susciter une systématisation et une mobilisation plus large des connaissances générées par ces expériences. Deux secteurs prometteurs à cet égard sont l'énergie solaire et les services financiers.

RECOMMANDATION 5 : SOUTENIR LES SUBVENTIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE À PLUSIEURS NIVEAUX

Le problème : À quelques exceptions près, la plupart des projets du portefeuille de financement de l'action climatique du Canada n'ont pas accès à des fonds de subvention pour l'assistance ou la formation techniques qui feraient progresser les résultats en matière d'égalité des genres de manière importante. Par conséquent, ces résultats restent trop souvent limités à un nombre relativement restreint de parties prenantes dans le cadre d'un projet ou d'un prêt subsidiaire donné.

Mesure recommandée : La Direction du financement climatique devrait fournir des fonds de subvention à ses organisations partenaires, tant au niveau des projets qu'au niveau de l'institution (ou au niveau méso), afin d'accélérer, d'approfondir et d'élargir les résultats en matière d'égalité des genres dans les initiatives climatiques. Au niveau méso, la Direction devrait envisager de fournir des fonds pour les nouveaux mécanismes d'assistance technique conçus par le FIC, le FIDA et GuarantCo. La Direction devrait aussi affecter des fonds pour engager ses propres contrôleurs afin d'évaluer les progrès et le rendement de ces mécanismes et d'autres mécanismes d'assistance technique au niveau méso.

RECOMMANDATION 6 : CHARGER DES EXPERTS INDÉPENDANTS DU CONTRÔLE DES RÉSULTATS SUR LE TERRAIN

Le problème : Il y a trop de distance, et un manque de visibilité, entre les gestionnaires et les spécialistes d'AMC, d'une part, et les résultats sur le terrain pour les entreprises et les communautés, d'autre part. Même si les organismes de mise en œuvre partenaires font un suivi régulier des projets et des prêts subsidiaires, le personnel d'AMC ne voit que des fragments de ce qui est accompli et généralement avec un retard considérable. Pour un bassin de capitaux aussi considérable que le portefeuille de financement climatique, cette situation n'est pas optimale.

Mesure recommandée : La Direction du financement climatique devrait préparer et lancer un appel de propositions en vue de passer des contrats de cinq ans avec des contrôleurs indépendants qui se pencheront sur les projets et les prêts subsidiaires des partenaires de mise en œuvre. Les équipes idéales des proposants comprendraient des partenariats entre des consultants canadiens et locaux possédant une expertise de premier ordre en matière de finance et d'investissement, de climat et de genre, et une capacité avérée à travailler efficacement à plusieurs niveaux dans les pays en développement. Ces contrôleurs conseilleront AMC et lui fourniront une rétroaction et des avis, ainsi qu'à ses partenaires de mise en œuvre, aux entreprises et aux communautés concernées.

RECOMMANDATION 7 : MOBILISER DAVANTAGE D'INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Le problème : Dans l'ensemble du portefeuille de financement de l'action climatique du Canada, ainsi que dans les domaines mondiaux du financement mixte, de l'investissement à retombées sociales et de l'investissement axé sur les femmes, les investissements privés se font encore à une faible cadence et dans une modeste mesure. Dans le même temps, le portefeuille contient des exemples de projets et de prêts subsidiaires qui ont fait la preuve de stratégies viables pour mobiliser des capitaux privés, notamment la réduction des risques, les co-investissements et l'émission d'obligations de sociétés.

Mesure recommandée : Outre la préparation d'études de cas et de notes d'orientation accessibles sur ce sujet, la Direction du financement climatique devrait former ses responsables et ses analystes à ces stratégies, notamment pour la structuration des prêts globaux aux banques multilatérales de développement et aux fonds multilatéraux et pour la conception et l'exécution de leurs projets ou prêts subsidiaires. La Direction devrait suivre dans le temps et mettre en évidence les capitaux privés mobilisés par les institutions.

RECOMMANDATION 8 : CRÉER L'« UNIVERSITÉ DE L'ÉGALITÉ DES GENRES ET DU FINANCEMENT CLIMATIQUE »

Le problème : Les prêts à long terme liés à des contributions remboursables sans condition, qui constituent la base du portefeuille de financement de l'action climatique d'AMC, s'étendent dans le temps jusqu'en 2050. Même les plus petites CRNC soutiennent des prêts d'une durée de 15 ans. Ces échéances représentent un véritable défi en ce qui concerne le maintien et la gestion des connaissances organisationnelles et le passage du programme d'apprentissage et d'amélioration continue vers des changements de plus en plus importants en matière d'égalité des genres dans le portefeuille. Il est donc nécessaire de formaliser et de systématiser les fonctions d'acquisition et de transfert des connaissances au sein d'AMC et d'encourager les cohortes successives du personnel d'AMC et des spécialistes des partenaires qui travaillent sur le portefeuille à participer à cet effort. De plus, pour encourager les employés, ceux qui terminent le programme devraient recevoir un crédit officiel pour leurs études dans le cadre d'un programme menant à un diplôme.

Mesure recommandée : Sur les plans conceptuel et stratégique, la Direction du financement climatique devrait travailler avec d'autres unités d'AMC pour planifier et lancer l'« université de l'égalité des genres et du financement de l'action climatique ». Autrement dit, la Direction devrait exercer un effet catalyseur sur la conception d'un programme virtuel de perfectionnement, avec des voies d'accès à la certification et aux études supérieures. Cette « université » virtuelle pourrait s'associer à plusieurs universités réelles dans différentes parties du monde en vue d'obtenir, selon des conditions à négocier, le sceau d'établissements d'enseignement supérieur reconnus. Les participants qui termineraient le programme recevraient des certificats ou des diplômes accrédités qui seraient pris en compte dans leurs études supérieures. Cette initiative virtuelle fournirait un instrument grâce auquel AMC pourrait, de manière efficace et efficiente, créer, transmettre et actualiser les connaissances pertinentes parmi de multiples cohortes de personnel au cours des 25 prochaines années.

RECOMMANDATION 9 : PARTAGER AVEC LES ALLIÉS LES CONNAISSANCES ACQUISES PAR LE CANADA À TITRE DE CHEF DE FILE

Le problème : Le Canada est un chef de file mondial dans la compréhension et la promotion de l'égalité des genres dans le financement de l'action climatique. Cependant, à quelques exceptions près, Affaires mondiales Canada ne s'impose pas comme un leader d'opinion ou d'action dans ce domaine sur la scène internationale.

Mesure recommandée : En collaboration avec ses alliés dans d'autres pays et avec des unités sœurs au sein du Ministère, la Direction du financement climatique doit affirmer et projeter son leadership dans ce domaine par l'intermédiaire des réseaux universitaires et professionnels, des médias grand public et sociaux, et des plateformes multilatérales telles que le G7, le G20, l'OCDE, le défi 2X axé sur l'avancement des femmes (Gender-Smart/2X Challenge), l'Organisation des Nations Unies et la série de Conférences des Parties sur le climat, entre autres.

RECOMMANDATION 10 : COMMUNIQUER AVEC LES CANADIENS

Le problème : La plupart des Canadiennes et des Canadiens ne connaissent pas le portefeuille et n'utilisent pas le jargon technocratique utilisé dans les domaines des affaires internationales et du développement international. De plus, au cours des 25 prochaines années, il y aura au moins huit élections fédérales et changements de gouvernement au Canada, et certains de ces gouvernements pourraient ne pas accorder une grande importance au portefeuille ou au programme d'action pour le climat axé sur l'égalité des genres. Les Canadiens ont déjà un éventail d'opinions sur le changement climatique et la science du climat.

Mesure recommandée : La Direction du financement climatique devrait concevoir et ajuster continuellement une campagne de communication permanente pour informer la population canadienne à propos des innovations et des résultats en matière d'atténuation du changement climatique et d'égalité des genres de son portefeuille de financement climatique. Il est probable que les citoyens et les politiciens canadiens s'intéresseront surtout à la mesure dans laquelle les projets et les prêts subsidiaires soutiennent localement les femmes en améliorant leur accès à des services abordables tels que l'électricité, l'eau et les transports, ainsi qu'à des possibilités d'entrepreneuriat, d'emploi et de formation, et à la manière dont ces avantages et d'autres renforcent le bien-être de leurs ménages.

Enfin, l'annexe D présente dans un schéma l'enchainement proposé pour le grand nombre de mesures à prendre dans le temps. Étant donné son portefeuille de prêts à long terme, la Direction du financement climatique doit étudier avec le plus grand soin la dimension temporelle des interventions futures.

11. Conclusion

Le Canada s'est engagé dans un plan ambitieux visant à faire en sorte que tous ses investissements pour le climat favorisent davantage l'égalité des genres, tout en augmentant la taille de son portefeuille de financement climatique à 5,3 milliards de dollars de 2021 à 2026. Au-delà de cet objectif, il cherche à augmenter la proportion de ses projets liés au climat qui seront porteurs d'une transformation pour les

femmes, afin de faire progresser l'action climatique de nature féministe qui soutient les plus pauvres et les plus vulnérables dans les pays en développement. Le principal instrument utilisé pour constituer ce portefeuille demeure la contribution remboursable sans condition, qui a permis de financer des prêts à long terme à des BMD et à des fonds multilatéraux partenaires, la plupart d'une durée d'environ 25 ans. En ce sens, le financement climatique s'inscrit dans une perspective à long terme, mais il doit néanmoins répondre efficacement et rapidement, dans des cycles plus courts, à l'urgence climatique à laquelle le monde est confronté chaque jour.

Cette évaluation a confirmé que le Canada est sur la bonne voie dans son parcours vers un plus gros portefeuille de financement climatique qui contribue davantage à favoriser l'égalité des genres. Cependant, pour vraiment réussir – et atteindre la destination ultime que le Canada s'est fixée – la Direction du financement climatique du Canada et ses pairs et alliés à l'intérieur et à l'extérieur d'AMC doivent prendre le contrôle de ce processus d'une manière très réfléchie afin de produire plus largement des changements importants pour les femmes, à tous les niveaux : pour les organisations de femmes, les communautés et les ménages, ainsi que pour les sociétés emprunteuses et pour les institutions de prêt. Ce groupe de défenseurs doit apprendre à utiliser en tout temps tous les leviers d'influence à leur disposition. Il doit également trouver des moyens efficaces d'actualiser et de transmettre les connaissances essentielles au succès à travers plusieurs cohortes d'employés d'AMC et de ses partenaires au cours du prochain quart de siècle et au-delà. Il s'agira là d'un travail exigeant, mais ce cheminement en vaudra vraiment la peine.

Pendant que son drone inspecte le vaste ensemble de panneaux solaires de la centrale, Dewi scrute les données qui s'affichent sur son écran, son application repérant automatiquement les cellules solaires défectueuses ou peu performantes ou les points chauds qui pourraient court-circuiter les panneaux et réduire l'alimentation en électricité du réseau. Après quelques minutes, elle transmet ses analyses au spécialiste de l'IA dans la salle de contrôle au siège de l'entreprise, qui à son tour affecte des tâches à l'équipe de maintenance au sol. Dewi ordonne ensuite à son drone de se déplacer pour aller évaluer une autre installation importante à 20 kilomètres de là. Depuis qu'elle a obtenu sa licence de pilote de drone l'année dernière, Dewi attend avec impatience les journées d'inspection. Elle aime résoudre des problèmes.

« Quand je serai grande, je veux être ingénieure en informatique », **dit *Nur.***

Approuvant d'un signe de tête, Annisa dit : « Et je veux être pilote de drone de maintenance. »

En contrebas, dans un village voisin, deux filles de 12 ans, Nur et Annisa, se rendent à l'école à pied et aperçoivent le drone qui les survole. « Je pense que la compagnie d'électricité s'en sert pour maintenir l'alimentation électrique », dit Nur. « Ce n'est pas tout, répond Annisa, ma tante Dewi le pilote! » Tout en continuant à marcher, elles discutent de ce que la centrale solaire a apporté à leur village. D'une part, comme l'école peut désormais rester ouverte le soir, leurs deux mères se sont inscrites à des cours d'éducation des adultes, et les filles peuvent finir leurs devoirs et s'adonner à leurs activités manuelles préférées. D'autre part, de plus en plus d'entreprises locales et même le conseil municipal sont passés à l'utilisation de systèmes plus informatisés, de sorte que les transactions sont plus rapides et plus efficaces. « Quand je serai grande, je veux être ingénieure en informatique », dit Nur. Approuvant d'un signe de tête, Annisa dit : « Et je veux être pilote de drone de maintenance[31]. »

[31] Il s'agit là aussi d'un scénario fictif. L'accent mis ici sur les intérêts des jeunes filles vise à signaler que les infrastructures vertes telles que les centrales solaires sont des entreprises permanentes dont les ressources humaines doivent être continuellement renouvelées sur plusieurs générations et qui offrent donc aux femmes des possibilités constantes d'assumer de nouveaux rôles professionnels et techniques.

Lectures complémentaires

Canpolat, E. *et al*, *Portfolio Review of Gender Integration in the Climate Investment Funds*, Fonds d'investissement pour le climat, Washington (D.C.), 2022. https://www.climateinvestmentfunds.org/sites/cif_enc/files/knowledge-documents/portfolio_review_of_gender-integration_in_climate_investment_funds.pdf

Farrell, G., *The State of LGBTQ+ Rights in Latin America*, blogue, Centre Wilson, Washington (D.C.), 25 juillet 2021. https://www.wilsoncenter.org/blog-post/state-lgbtq-rights-latin-america-0

Jackson, E.T. et C. Robino (dir.), « Growing Gender Lens Investing in Emerging Markets », numéro spécial du *Journal of Sustainable Finance and Investment*, vol. 12, nº 3, 2022, p. 671 à 831. https://www.tandfonline.com/journals/tsfi20/collections/Gender-investing-markets

Robberechts, E. et J. Serano, *Towards a Fair, Inclusive Transition: Employing Women in Infrastructure Projects*, blogue, BID Invest, Washington (D.C.), 21 mars 2022. https://idbinvest.org/en/blog/gender/towards-fair-inclusive-transition-employing-women-infrastructure-projects

Saldinger, A., *DFC faces China forced-labor challenges with solar investments*, blogue, DevEx, Washington (D.C.), 17 mai 2022. https://www.devex.com/news/dfc-faces-china-forced-labor-challenges-with-solar-investments-103201

Woods, Z., *Addressing the Climate Crisis by Investing in Gender Equality and Women's Leadership*, blogue, Banque asiatique de développement, Manille, 22 avril 2022. https://blogs.adb.org/blog/addressing-climate-crisis-investing-gender-equality-and-womens-leadership

Zelenczuk, N., « Developing the Solar Market in Uruguay », *Convergence*, IDB Invest et C2F, Toronto, mai 2022. https://www.convergence.finance/resource/3fff876b-606d-4b9e-9aec-4680683e0d0f/view?utm_source=mailchimp&utm_medium=email&utm_campaign=may22roundup

Annexe A : Définitions

Changement porteur de transformation pour les femmes : Pour définir ce changement, nous utilisons l'approche féministe décrite dans la PAIF. Cela suppose de s'attaquer aux causes profondes des inégalités entre les genres, notamment en transformant les relations de pouvoir, les normes sociales, les lois et les pratiques discriminatoires, en veillant à ce que les structures et les processus de gouvernance soient inclusifs et participatifs, et en recherchant les points de vue et le leadership des personnes les plus touchées par les changements climatiques.

Financement mixte : Le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD de l'OCDE) définit le financement mixte comme l'utilisation stratégique du financement du développement afin d'attirer du financement additionnel pour le développement durable dans les pays en développement. Le Programme de financement climatique du Canada utilise des contributions remboursables sans condition pour accorder des prêts à des conditions de faveur à des institutions qui mobiliseront ensuite des fonds supplémentaires.

Contribution remboursable sans condition (CRNC) : instrument de financement novateur qui s'apparente aux prêts à des conditions de faveur. Les CRNC doivent être remboursées selon les modalités de remboursement particulières négociées avec le partenaire et sont utilisées pour encourager les investissements indispensables du secteur privé dans des activités à faibles émissions, principalement dans les pays à revenu moyen et à revenu moyen de la tranche inférieure.

Contribution à remboursement conditionnel (CRC) : Les CRC sont également un outil de financement mixte. Ces contributions sont remboursables en totalité ou en partie, uniquement lorsque les conditions spécifiées dans l'instrument financier (p. ex. accord de contribution) se réalisent. Les CRC peuvent permettre de supporter des risques financiers plus importants que les CRNC afin d'encourager des investissements privés supplémentaires en faveur des objectifs de développement durable.

Assistance technique : L'assistance technique est accordée sous forme de subvention à un partenaire qui a également reçu une CRNC. Habituellement, ces fonds supplémentaires sont accordés afin d'améliorer les résultats en matière d'égalité des genres et l'acceptabilité d'un projet afin qu'il puisse bénéficier d'un concours financier.

Mesures incitatives liées au rendement : Un partenaire a créé et a mis à l'essai un programme de mesures incitatives liées au rendement pour encourager ses clients du secteur privé à intégrer l'égalité des genres dans leurs activités. Le partenaire a reçu des CRNC, mais pas de subvention. Plus précisément, le Fonds climatique canadien pour le secteur privé dans les Amériques (phases I et II), en collaboration avec le Groupe de la Banque interaméricaine de développement (Groupe de la BID), a travaillé avec le secteur privé pour intégrer des résultats concernant les femmes. Ces résultats peuvent aller de l'offre de possibilités d'emploi pour les femmes dans les domaines des STIM (où les femmes sont traditionnellement sous-représentées) à la signature des Principes d'autonomisation des femmes des Nations Unies, en passant par la certification du respect des normes

gouvernementales en matière d'égalité en milieu de travail. Une fois que certains jalons convenus sont atteints, l'entreprise du secteur privé peut demander une réduction du taux d'intérêt de son prêt.

Source : contenu tiré de l'énoncé de travail pour cette mission, Affaires mondiales Canada, 2022.

Annexe B : Documents consultés

2X Collaborative, groupe de travail de 2X sur le financement climatique, *Gender Smart Climate Finance*, Londres, 2022. https://www.2xcollaborative.org/why-invest-with-a-gender-smart-climate-mitigation-lens

2X Collaborative, groupe de travail de 2X sur le financement climatique, *Impact Measurement: Sustainable Energy*, boîte à outils, Londres, 2021. https://www.2xcollaborative.org/v-sustainable-energy

Affaires mondiales Canada, *Aide internationale féministe – Trousse d'outils pour l'égalité des genres dans les projets*, Ottawa, 2019. https://www.international.gc.ca/world-monde/funding-financement/gender_equality_toolkit-trousse_outils_egalite_genres.aspx?lang=fra

Affaires mondiales Canada, *Comment les projets sont codés pour l'égalité des genres*, Ottawa, non daté.

Affaires mondiales Canada, *Financement climatique du Canada aux pays en développement*, Ottawa, 2022. https://www.international.gc.ca/world-monde/funding-financement/climate-developing-countries-climatique-pays-developpement.aspx?lang=fra

Affaires mondiales Canada, Financement climatique : examen de la littérature en matière d'égalité des genres, Ottawa, 2019.

Affaires mondiales Canada, Financement climatique, égalité des genres et renforcement du pouvoir des femmes et des filles, document d'information, Ottawa, non daté.

Affaires mondiales Canada, Rapports sur les résultats ministériels 2020-2021, mesures prises pour faire face aux changements climatiques, Ottawa, 2021.

Banque asiatique de développement, *Building Gender into Climate Finance: ADB Experience with Climate Investment Funds*, Manille, 2016. https://www.adb.org/publications/building-gender-climate-finance-adb-experience-cif

Care International, *Measuring gender-transformative change: A review of literature and promising practices*, Genève, 2016. https://www.care.org/wp-content/uploads/2020/05/working_paper_aas_gt_change_measurement_fa_lowres.pdf

Centre de recherches pour le développement international, *Transformative Gender Relations: Insights from IDRC Research*, Ottawa, 2019. https://issuu.com/idrc_crdi/docs/wd_13_000_gender_e-file_en?e=34655515/70235030

Chemonics, Dalberg et KOIS, *Blended Finance for Gender Lens Investing: Technical Brief*, non daté. https://chemonics.com/wp-content/uploads/2021/07/Blended-Finance-for-Gender-Lens-Investing_Final.pdf

Climate and Development Knowledge Network et WEDO, *Guide to strengthening gender integration in climate finance projects*, 2021. https://wedo.org/guide-to-strengthening-gender-integration-in-climate-finance-projects/

Coalition canadienne sur les changements climatiques et le développement et Conseil canadien pour le développement international, *GAC-CSO Dialogue on Climate Finance: Summary Reflections*, Ottawa, 11 juin 2020. https://cooperation.ca/wp-content/uploads/2021/08/GAC-CSO-Climate-Finance-Dialogue.pdf

Convergence, « Developing the Solar Market in Uruguay: Case Study », *Convergence*, IDB Invest et C2F, Toronto, 2022. https://www.convergence.finance/resource/3fff876b-606d-4b9e-9aec-4680683e0d0f/view?utm_source=mailchimp&utm_medium=email&utm_campaign=may22roundup

Convergence, *Blended Finance and the Gender-Climate Nexus*, Toronto, 2020. https://www.convergence.finance/resource/blended-finance-and-the-gender-climate-nexus/view

Criterion Institute, *Disrupting Fields: Addressing Power Dynamics in the Field of Climate Finance and Gender Lens Investing*, 2021. https://criterioninstitute.org/resources/disrupting-fields-addressing-power-dynamics-in-the-fields-of-climate-finance-and-gender-lens-investing

Criterion Institute, *Gender-Based Violence Risk Score: A Methodology and Tool for Calculating the Material Risk of GBV in Financial Models*, Criterion Institute, Equilo et UNICEF, 2021. www.criterioninstitute.org/wp-content/uploads/GBV-Risk-Score-Paper.pdf

Criterion Institute, *The State of the Field of Gender Lens Investing: A Review and a Road Map*, 2015. https://criterioninstitute.org/wp-content/uploads/2017/12/State-of-the-Field.pdf

Donor Committee for Enterprise Development, *Gender-Responsive Green Growth: Green Finance*, Oxford, 2019. https://www.enterprise-development.org/wp-content/uploads/DCED-Guidance-Sheet-Gender-responsive-green-growth-introduction.pdf

Nations Unies, *Gender transformative change*, New York, non daté. http://www.unevaluation.org/document/download/2751

Organisation de coopération et de développement économiques, *Development Finance for Gender-Responsive Climate Action*, Paris, 2022. https://www.oecd.org/dac/development-finance-gender-climate-action.pdf

UNICEF, Note technique sur les approches transformatrices du genre dans le cadre du programme mondial pour mettre fin au mariage d'enfants. New York, sans date https://www.unicef.org/media/104811/file/Gender-transformation-technical-note-2019-French.pdf

WEDO, *Women's Organizations and Climate Finance: Engaging in Processes and Accessing Resources*, Brooklyn, 2019. https://wedo.org/wp-content/uploads/2019/06/WomensOrgsClimateFinance_EngaginginProcesses.pdf

Women in Finance Climate Action Group, *Metrics for Gender Smart Climate Finance*, Aviva, Londres, 2022. https://static.aviva.io/content/dam/aviva-corporate/documents/socialpurpose/pdfs/women-in-finance-climate-action-group-metrics-discussion-paper-september-2022.pdf

Women in Finance, *Climate Action Group Report*, Aviva, Londres, 2021. https://www.aviva.com/sustainability/women-in-finance/

Annexe C : Personnes consultées

AFFAIRES MONDIALES CANADA

DIRECTION :

Sue Szabo, directrice générale, Financement novateur et climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Cam Do, directrice exécutive, Financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

CHEFS D'ÉQUIPE DE PROJET, FINANCEMENT CLIMATIQUE

Patricia Alcade, analyste principale des politiques, Financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Vincent Beausejour, conseiller, Financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

François Primeau, analyste principal, Financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Aarsi Sager, analyste principale, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Anatoliy Shatkovksyy, analyste principal, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Alexandra Stefanescu, conseillère, Financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Connie Tulus, conseillère, Financement climatique, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

PROGRAMME D'INNOVATION EN AIDE INTERNATIONALE

Rebecca Smart, directrice adjointe, Programme d'innovation en aide internationale, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Sean Turnbull, chef du financement du développement et de l'expérimentation, PIAI, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Amanda Nicholl, analyste principale des politiques et des retombées, PIAI, Affaires mondiales Canada, Ottawa

EXPERTS EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DES GENRES

Soraya Hassanali, directrice adjointe, Direction de l'égalité des genres, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Shawn Hayes, spécialiste principale en égalité des genres, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Faidlyne Policard, spécialiste principale en égalité des genres, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Karine Tardif, spécialiste principale en égalité des genres, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

Laurie Clifford, conseillère principale en égalité des genres, Direction de l'égalité des genres, Affaires mondiales Canada, Ottawa.

BANQUE ASIATIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Mischa Lentz, gestionnaire de fonds, Fonds climatique canadien pour le secteur privé en Asie II, Banque asiatique de développement, Londres/Manille.

Amanda Satterly, spécialiste principale en matière d'égalité des genres, Opérations du secteur privé, Banque asiatique de développement, Nairobi/Manille.

Anne Valko Celestino, spécialiste du développement social et de l'égalité des genres, Banque asiatique de développement, Genève/Manille.

Christina Verheijden, consultante en égalité des genres, Banque asiatique de développement, Manille.

FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE CLIMAT

Nina Kolybashkina, spécialiste principale du développement social, Fonds d'investissement pour le climat, Washington (D.C.).

CONVERGENCE

Chris Clubb, directeur général, Convergence Blended Finance, Toronto.

Nicholas Zelenczuk, associé principal chargé du contenu, Convergence, Toronto.

Ayesha Berry, directrice du contenu, Convergence, Toronto.

Trang Tran, directrice, Accélération du marché et financement de la conception, Convergence, Toronto.

FINDEV CANADA

Suzanne Taylor, conseillère principale, Stratégie et innovation, FinDev Canada, Ottawa.

FONDS VERT POUR LE CLIMAT

Seblewongel Deneke Negussie, spécialiste du genre et du développement social, Fonds vert pour le climat, Incheon.

BANQUE INTERAMÉRICAINE DE DÉVELOPPEMENT

Pilar Carvajo Lucena, agentes des investissements, Blended Finance, IDB Invest, Washington (D.C.) (C2F).

Paola Pedroza, Bureau des partenariats stratégiques, Banque interaméricaine de développement, Washington (D.C.) (C2F).

Jimena Serrano, spécialiste de l'égalité des genres, IDB Invest, Washington (D.C.) (C2F).

FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Ndaya Beltchika, spécialiste technique principale, Genre, ciblage et inclusion sociale, FIDA, Rome.

Silvia Sperandini, spécialiste de l'égalité des genres, du ciblage et de l'inclusion sociale, FIDA, Rome.

Petra Järvinen, analyste technique, Genre et inclusion sociale, FIDA, Rome.

Carmina Marquez, analyste des partenariats, FIDA, Washington (D.C.).

Jean Roxas, consultant pour les partenariats, FIDA, Ottawa.

Rachel deHaan, consultante, FIDA, Toronto.

Annexe D : Enchainement des mesures à prendre

Le parcours du Canada en vue de changer de plus en plus les choses pour les femmes dans le cadre du financement climatique sera long – au moins 25 ans, soit la durée d'une génération. Il est donc important que la cohorte d'employés qui entreprend ce virage soit composée de plusieurs générations de gestionnaires et de spécialistes, incluant de jeunes agents et analystes en début de carrière, des cadres supérieurs en milieu de carrière et des directeurs plus âgés, possédant une longue expérience et dont la retraite approche. Et, à mesure que l'on progresse dans le temps, non seulement chaque cohorte d'employés doit transmettre des connaissances et des leçons vitales à la suivante, mais les membres de tous les groupes d'âge doivent continuellement améliorer leurs compétences et adapter leurs méthodes à mesure que les domaines de pratique de l'égalité des genres et du financement climatique évoluent, posent de nouveaux défis et présentent des possibilités inattendues.

En outre, des mesures particulières doivent être prises à des moments précis de ce parcours pour optimiser les possibilités de réussite à tous les niveaux, ce qui comprend les ménages et les organisations locales de femmes jusqu'aux entreprises, aux prêteurs et investisseurs institutionnels, en passant même par la politique de développement. La figure D1 montre l'enchainement suggéré en trois phases des 20 mesures recommandées pour accélérer et appliquer à plus grande échelle les résultats importants obtenus au bénéfice des femmes dans le financement climatique. Cet ensemble de mesures est profondément orienté vers l'apprentissage, en partie parce que les forces qui s'opposent à la durabilité environnementale et à l'égalité des genres font elles-mêmes preuve de créativité et d'une grande faculté d'adaptation en vue de continuer à faire avancer leurs intérêts – et disposent aussi de ressources considérables dans certains cas, comme l'industrie des hydrocarbures ou le patriarcat de façon générale.

Dans le schéma présenté ci-après, la première phase (les 18 à 24 prochains mois) se concentrerait sur la préparation d'une feuille de route complète pour le parcours visant à produire des résultats pour les femmes dans le contexte de l'action climatique, l'embauche d'experts pour vérifier les résultats, l'organisation de réunions régionales des principaux intervenants, le renforcement des capacités du personnel et des représentants de haut niveau auprès des BMD et des fonds multilatéraux, et la consolidation des alliances au niveau des conseils d'administration pour permettre à l'équipe de financement climatique d'AMC d'utiliser tous les leviers d'influence à sa disposition. La deuxième phase (les 3 à 9 prochaines années, jusqu'en 2030) donnerait la priorité à l'accélération du déploiement du capital afin d'appliquer à plus large échelle et de multiplier les résultats pour les femmes et le climat, à la mobilisation des entreprises innovantes pour l'échange de connaissances et à l'accroissement des subventions d'assistance technique aux niveaux méso et des projets. Enfin, la troisième phase (les 10 à 25 prochaines années) permettrait un transfert de connaissances entre cohortes d'employés, une

formation professionnelle accréditée et un suivi continu des mesures de rendement, notamment en ce qui concerne la mobilisation des investissements privés.

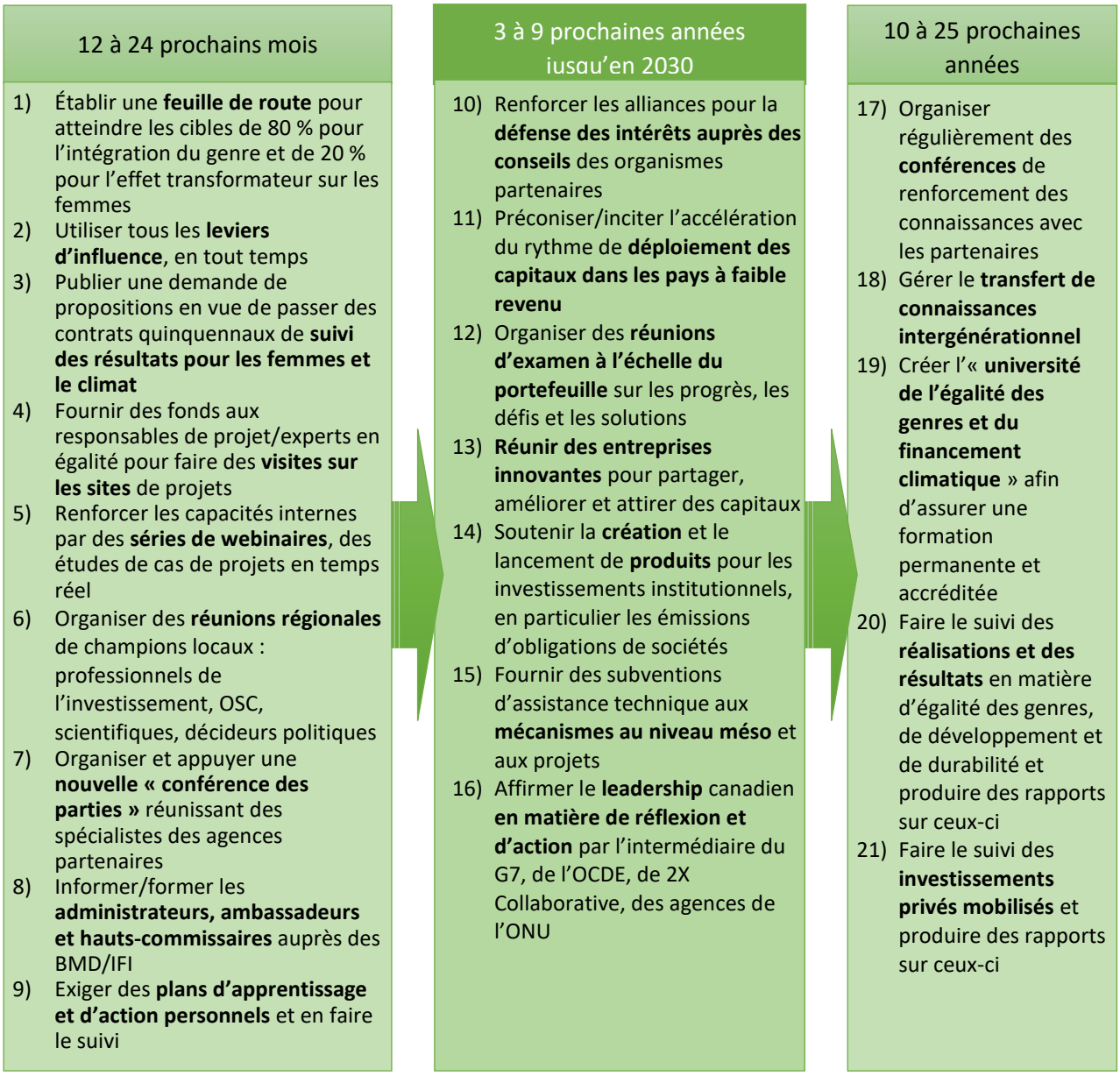


Figure D1 – Enchainement des mesures recommandées en trois phases

Remerciements

Ce projet a été réalisé sous la direction de Sue Szabo et Cam Do d'Affaires mondiales Canada, avec Marie Renaud comme chef de projet. Parmi les autres collègues d'AMC qui ont donné des conseils et apporté une aide précieuse, citons Soraya Hassanali, Faidlyne Policard, François Primeau, Aarsi Sager, Anatoliy Shatkovskyy, Rebecca Smart, Heather Stager, Alexandra Stefanescu, Suzanne Taylor, Connie Tulus et Sean Turnbull. Parmi les spécialistes des agences partenaires, l'étude a tiré profit des analyses et de l'expertise de Chris Clubb, Ndaya Beltchika, Nina Kolybashkina, Pilar Carvajo Lucena, Mischa Lentz, Seblewongel Deneke Negussie, Jean Rojas, Amanda Satterly, Jimena Serrano, Christina Verheijden et Nicholas Zelenczuk. L'auteur est seul responsable de toute erreur ou omission dans ce document de travail.

L'auteur

Edward T. Jackson est un professeur, consultant et éditeur canadien spécialisé dans l'évaluation et la création d'écosystèmes dans le domaine de la finance durable et du financement mixte, de l'investissement à retombées sociales et de l'investissement axé sur les femmes dans les marchés émergents. Il a conseillé les programmes australien, canadien, danois et suisse de coopération au développement, les fondations Mastercard, McConnell et Rockefeller, la Société de financement du développement du Belize, la Banque de développement des Caraïbes, Desjardins, la Banque de développement de la Jamaïque, l'Emerging Markets Impact Investment Fund, le Ghana Venture Capital Trust Fund, la Banque interaméricaine de développement, le Centre de recherches pour le développement international, Investing in Women, l'Organisation de coopération et de développement économiques, SWEEF Capital, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, ONU Femmes, la Banque mondiale et l'EUMC. M. Jackson est président du cabinet de conseil en gestion E.T. Jackson and Associates Ltd, et il est chercheur principal à l'Université Carleton et associé honoraire de l'Institute of Development Studies. Il est rédacteur en chef adjoint du *Journal of Sustainable Finance and Investment*, dont il a codirigé le récent numéro spécial sur le renforcement de l'investissement sous l'angle de l'égalité des genres dans les marchés émergents.